

Le libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10°)

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : ANDRE COLOMER
123, Rue Montmartre, PARIS (2°)

ABONNEMENTS

FRANCE	ÉTRANGER
Un an... 80 fr.	Trois mois... 28 fr.
Six mois... 40 fr.	Six mois... 58 fr.
Trois mois... 20 fr.	Un an... 112 fr.
Chèque postal Lorient 658-02	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

De quoi demain sera fait

Le Bloc des gauches vient de remporter la victoire. Les hommes qui depuis 1919 représentaient dans ce pays une bourgeoisie arrogante et orgueilleuse, prêts à toutes les réactions, ont été balayés le 11 mai par le peuple souverain. Est-ce à dire que les choses iront mieux par la suite, et qu'une ère de prospérité et de paix, après les années lourdes de misère, d'impôts, de vie chère que la classe ouvrière vient de subir, va s'ouvrir enfin sous l'égide de ceux qui se réclament de la démocratie ? Est-ce à dire également que les grandes crises qui sévissent aujourd'hui : crise des changes, crise des logements, crise de chômage, etc., vont s'atténuer du fait de la défaite du Bloc national ?

Pas le moins du monde. Absolument rien ne changera, et la misère, les impôts, la vie chère, enfin tout le poids de la crise économique, tout cela continuera comme par le passé, écrasant de jour en jour davantage la classe ouvrière qui en est encore à ce degré de naïveté de croire qu'un changement de personnel gouvernemental, une orientation vers la gauche, auront cette singulière vertu d'améliorer son sort. Pour ceux qui croient toujours aux sorcelles et aux mensonges électoraux, pour ceux qui accordent crédit aux programmes et aux hommes politiques, l'expérience, la dure et cruelle expérience ne tardera pas à englober toutes leurs fragiles espérances. Il est très trépidant, après cette longue et décevante période démocratique, après les années sanglantes de la guerre capitaliste et les malheurs immenses qui en ont résulté, de voir le prolétariat livré aux mêmes erreurs funestes. Ignore-t-il donc que les dirigeants, quels qu'ils soient, doivent, pour poursuivre leur industrie, maintenir devant ses yeux l'image d'un âge d'or qui ne viendra jamais, et dresser aussi le fantôme fuyant et insaisissable d'un progrès aussi impuissant qu'irréalisable ? Puisse-t-il méditer ces lignes de Georges Sorel dans les *Illusions du Progrès* : « Le progrès sera toujours un élément essentiel du grand courant qui ira jusqu'à la démocratie moderne, parce que la doctrine du progrès permet de jouir en toute tranquillité du bien d'aujourd'hui, sans se soucier des difficultés de demain. Elle avait plu à l'ancienne société de nobles désemparés ; elle plaira toujours aux politiciens que la démocratie hisse au pouvoir et qui, menacés d'une chute prochaine, veulent faire profiter leurs amis de tous les avantages que procure l'Etat. »

Sans doute, cela c'est du pessimisme ; c'est même la négation d'un avenir meilleur, d'un avenir où un peu plus de mieux-être et de plus stables conditions d'existence succéderont aux maux et au malaise des jours présents. Sans doute, cette conception négative du progrès qui n'offre que de sombres perspectives pour les esprits pratiques épris de réformes et de réalisations, n'est pas du tout du goût d'un siècle qui avait cru, le plus naturellement du monde, pouvoir franchir définitivement les routes ensablées d'harmonieux lendemains.

Mais, par malheur, le cours de l'Histoire ne suit pas toujours une courbe ascendante ; elle ne marche pas toujours dans les voies que lui indiquent les hommes. Bien au contraire, celle-ci nous apprend parfois qu'il y a non seulement des arrêts subits, mais qu'il peut aussi y avoir de brusques retours en arrière. Combien de civilisations, en effet, ne sont-elles pas parvenues jusqu'aux sommets où les portait la pensée humaine et qui, d'un seul coup, se sont effondrées sans presque laisser de traces, plongeant le monde dans la nuit, l'angoisse et l'épouvante ! Cela, d'ailleurs, est dans l'ordre des choses ; cela est dans le rythme même de la vie. L'optimisme, en effet, c'est-à-dire cette confiance sans limites, cette absurde croyance que les choses iront toujours de mieux en mieux, que les événements se montreront toujours favorables, par l'influence néfaste qu'il exerce sur les idées et les sentiments des hommes, n'a jamais fait qu'aggraver leur situation en les rendant incapables de supporter les retours imprévus et parfois terribles de la fortune. Presque toujours dans l'Histoire, l'optimisme béat a marqué pour les peuples et les civilisations l'heure de la décadence. Le pessimisme, au contraire, en forçant les hommes à regarder, à pénétrer les dures réalités du moment, les arme redoutablement pour faire face aux jours sombres et aux heures graves lorsque ceux-ci surgissent.

Les politiciens, les hommes de pouvoir, par métier, par nécessité, seront toujours optimistes. Même si tout allait mal, si s'accroissaient la misère et le chômage, si périlait l'industrie et le commerce, il leur faudrait à tout prix maintenir l'illusion que tout va parfaitement bien, que le paupérisme diminue, le chômage n'existe pas et que l'industrie et le commerce sont florissants. Leur devise n'est-elle pas : « Pourvu que cela dure autant que moi ! »

Par conséquent, ce n'est pas chez cette catégorie de parasites qu'il faut aller chercher des idées saines et justes sur la grande crise sociale qui angosse tant de penseurs à l'heure actuelle. Aussi, il est tout naturel que le Bloc des gauches n'agisse pas autrement demain que son prédécesseur : le Bloc national. Rappelons-nous ! Ce dernier nous avait promis la fin des guerres et la reconstruction économique de l'Europe ; il nous avait fait entrevoir la vie moins chère et des impôts assez supportables ; il nous avait dit qu'il y aurait du travail et de meilleures conditions d'existence pour les classes laborieuses ; il s'était même avancé jusqu'à prétendre faire rendre gorge aux profiteurs et aux mercantis. Au lieu de cela, il nous a donné des possibilités de guerre plus nombreuses et plus implacables que jamais, une situation économique sans précédent et des plus précaires, le coût de la vie sans cesse croissant et des impôts plus lourds, et pour améliorer le sort des travailleurs, il a jeté sur le marché du travail de notre pays des contingents formidables de main-d'œuvre étrangère et, en fin de compte, il a protégé et encouragé les vautours de la guerre mondiale. Voilà les promesses et aussi les réalisations de toute une législature. Maintenant, que nous a promis le Bloc des gauches ? A peu près la même chose. Tout d'abord une amnistie qui ne sera pas la nôtre, qui ne sera pas celle que nous désirons ; ensuite, le règne de la paix et la réorganisation de l'économie européenne, la diminution des impôts et du coût de la vie — enfin tout un programme qui ressemble étrangement à celui du Bloc national en 1919. Nous attendons donc le nouveau bloc à l'œuvre sans nous faire aucune illusion, car nous sommes payés pour savoir ce que valent les promesses des politiciens. Sans doute, ils ne sont pas responsables de l'impuissance où ils se trouvent de tenir leurs promesses ; mais au moins, puisqu'ils savent toutes les difficultés, puisqu'ils connaissent l'impossibilité des réalisations, ils devraient avoir le courage et la franchise de déclarer : « Nous ne pouvons faire que ce qu'on fait ceux qui nous ont précédé au pouvoir, car nous aussi, nous sommes dominés par la force organisée du capitalisme, et nous ne pouvons rien contre les événements et les choses. » Et alors, devant une telle déclaration, les travailleurs qui pensent toujours pouvoir changer les choses en changeant leurs maîtres, comprendraient peut-être que puisqu'ils ne peuvent être que leurs propres sauveurs, il serait grand temps qu'ils s'occupent eux-mêmes de conduire leurs affaires et à s'affranchir de toutes les servitudes économiques et politiques, aussi odieuses les unes que les autres. C'est la seule méthode qui puisse faire que demain ne ressemble pas à ce que fut hier.

Le piège à nigauds

L'ouverture de la Chambre nouvelle ne nous a rien appris que nous ne sachions déjà.

La préoccupation principale des triomphateurs du scrutin du 11 mai n'a pas été une de celles pour lesquelles pourtant les électeurs accordèrent leurs suffrages aux candidats du Bloc des gauches.

Le programme de ce cartel de politiciens était :

- 1° Politique de paix et évacuation de la Ruhr ;
- 2° L'amnistie ;
- 3° Réformes sociales.

Or, en aucun moment, dimanche, il ne fut question, dans la délibération des 307, d'un point quelconque de ces revendications électorales.

Les députés, munis d'une nouvelle confiance dont les effets dureront quatre ans, n'envisagèrent qu'une seule et unique chose : quelle est la meilleure façon de faire sentir au pays qu'ils sont victorieux.

On souleva la question de la présidence de la Chambre ; on envisagea la retraite de Millerand... et ce fut tout.

Pas un seul instant il ne fut question de s'entendre sur la question brûlante de l'amnistie. On oubliât tous les pauvres diables qui gémissent dans les geôles démo-

cratiques, ceux qui sont loin, au bagne, et de la vie et de l'humanité : on ne pensa pas une seconde que de pauvres rectus ont maintenant les yeux fixés sur leurs verrous et attendent impatiemment leur libération, parce que des ambitieux politiques, pour arriver à leurs fins, promirent de sortir tous les prisonniers de leur enfer.

Quand nous dénonçons au peuple le bluff monstrueux de l'amnistie faite par le Bloc des gauches ; lorsque nous déclarons que ni Cottin, ni Jeanne Morand, ni Law, ni Gaston Rolland ne seraient touchés par l'amnistie, des ex-libertaires nous traitent de sectaires.

Qui avait raison ? Nous, parbleu ! Le premier geste du Bloc des gauches n'a pas été un geste de libération : ce fut uniquement un acte d'accapement des sièges.

L'accent verra que les autres actes ressembleront au premier. Le Bloc des gauches fut un piège à nigauds. Le malheur est que ce ne sont pas les nigauds qui en souffriront !

La montagne communiste

Nos communistes ont le sens de l'Histoire, et ils ont l'air de connaître assez bien la révolution de 1793. C'est ainsi que, se croyant déjà destinés à remplacer Robespierre, ces grands et farouches représentants du prolétariat commencent par diviser la Chambre nouvelle en deux ou trois parties. Le Bloc des Gauches représentera donc la Plaine, et le Bloc paysan ouvrier succèdera à la glorieuse Montagne de la grande première Révolution française. Les bourgeois n'ont plus qu'à se bien tenir, car les prolétaires, embusqués sur les hauteurs de la rue Montmartre, ne tarderont point à les réduire en bouillie par le simple poids de leur masse imposante et piétinante.

En attendant cet heureux jour, déguignons pour aujourd'hui la prose du grand journal des masses et des « pères » : nul doute que cet apéritif n'influence assez profondément sur notre santé. Tendons nos esgourdes :

« Nos amis siègent au sommet de l'extrême gauche. C'est la Montagne ! Hueber se fait remarquer par un admirable plastron blanc, et Garchery, par un délicat complet gris clair, cependant que André Marty, modeste, résolu et égayé, est venu dans son costume de tous les jours. »

Devant lui, notre Henriot enfume sa barbe dans ses mains et s'efforce de paraître sage, cependant que le bon Renaud Jean apprécie d'un oeil sévère l'Assemblée qu'il aura bientôt l'occasion de fustiger.

Doriot converse calmement, précisément tandis qu'à l'extrémité du même banc Vaillant-Couturier, trépidant et vif, répand des saillies. Comme cela est délicieux ! Voyez-vous la Montagne sur laquelle sont juchés Hueber, avec son « admirable plastron blanc », et Garchery, avec son beau et si « délicat complet gris clair », cependant que l'ancien ouvrier mécanicien Marty, « résolu et modeste », s'égaye joyeusement dans son costume de tous les jours ? Et notre Henriot, enfermé dans ses mains vannées sa barbe, tout en s'efforçant de rester bien sage comme un bon petit bourgeois qu'il est, et le bon Renaud qui promène son regard sur une assemblée qu'il ne tardera guère à fustiger de sa grande queue poile, et aussi Doriot, qui converse délicieusement avec Bouillant-Couturier, qui trépide comme un moteur au démarrage, est-ce que tout cela n'est pas merveilleux, trépidant, saillant, mirobolant ?

Si le ridicule tuait en France, il y aurait déjà longtemps que nos grandissimes révolutionnaires seraient morts de leur propre mort. Puisent-ils continuer dans cette voie ! Ils disparaîtront ainsi d'eux-mêmes de la circulation. Mais il est triste, hélas ! de voir le prolétariat représenté par de semblables oiseaux !

Entendons cet appel

Le Groupe de Bordeaux fait un pressant appel aux groupes et individuellement pour pouvoir défendre et venir en aide à Germaine Berton ainsi qu'aux autres emmurés victimes de la réaction bordelaise.

A l'aide, les Anars ! P.-S. — Adresser la correspondance et l'argent à Henri Laveau, rue d'Alembert, 42, Bordeaux.

Ils ne se gênent plus

Samedi dernier, un ouvrier, Joseph Orthivél, demeurant au n° 1 de la rue Jeannot, à Saint-Denis, a été l'objet, dans son propre domicile, d'une sauvage agression de la part d'un filc, dont il n'a pu relever le numéro, mais duquel, cependant, il connaît le nom. Cette brute s'appelle Charles Fiévet, et celui-ci est du 10^e arrondissement. Cruellement mordu au pouce et à l'oreille et frappé d'un coup de pied au bas-ventre, Orthivél a porté plainte.

Nous regrettons que ce dernier, étant dans son domicile, n'ait pas été muni d'un bon pistolet automatique pour abattre cette bête fauve qui a nom Fiévet Charles.

Décidément, ces gens-là se croient réellement les maîtres !

Avertissement et réponse à la « Dépêche de l'Aube »

L'organe « communiste » de l'Aube invite les trois mille électeurs « communistes » à venir saboter le meeting de ce soir qui doit se dérouler en faveur des emprisonnés en Russie et ailleurs.

Nous ferons l'impossible pour obtenir le respect de la liberté de parole à la réunion qui aura lieu tout à l'heure à Troyes au cirque municipal. Vous prendrez, vous, *Dépêche de l'Aube*, la responsabilité de tous les incidents qui pourront se produire grâce à votre appel au sabotage.

Il faut que vous vous sentiez bien fautifs, vous les orthodoxes, pour convoquer trois mille votards à la rescousse. Allons, les étouffeurs de la pensée libre, vous ne serez pas toujours si arrogants et vous trouverez toujours en face de vous les antiautoritaires que nous sommes.

LEGRAND, BURTIN, NOTTIN, LECHELLIER, LAVANDIER, etc...

Nota. — Les camarades de Troyes, lecteurs du *Libertaire*, sont invités à lire en quatrième page la convocation du groupe de Troyes.

Pour Morinière

Nous avons entretenu nos lecteurs du cas de notre ami Morinière qui fut arrêté, voici une quinzaine de jours, sous l'inculpation de coups et blessures.

Son patron voulant lui faire accomplir plus de huit heures de travail, il se prit de querelle avec son contremaître et échangea des propos qui ne tardèrent pas à dégénérer en coups.

Le patron appelant la police, Morinière fut arrêté et conduit au Dépôt, puis, de là, à la Santé.

Le plaignant ayant retiré sa plainte et la promesse de la prompte libération de notre ami nous fit rester dans le silence.

Mais voici que la magistrature entend le maintenir en prison, malgré le plaignant.

Nous demandons ce qu'attend le Parquet pour le mettre au régime politique, en attendant sa libération qui ne saurait tarder maintenant.

Le bloc des gauches qui se dit imbu de libéralisme, va-t-il tolérer au moment où il arrive au Pouvoir on maltraite si odieusement tous les militants qui maintiennent haut et ferme le drapeau du Syndicalisme ?

Un tête-à-tête

Au moment où dans la grande presse il est tant question du « Rayon Thermique » ou « Rayon de la Mort », découverte scientifique que les puissances du mal utiliseront une fois encore pour la destruction des humains lors de la prochaine dernière guerre, nous jugeons à propos de publier dans notre quotidien cette satire due à la plume d'Arkadi Avertschenko, qu'Alzir-Hella traduit pour le « *Libertaire* » hebdomadaire d'avant-guerre.

Elle dénonce, hélas ! toujours les mêmes préjugés et les mêmes mœurs de l'odieux militarisme.

Un jour on vit un inconnu se présenter au ministère de la guerre d'une grande puissance.

— Conduisez-moi, dit-il, devant une autorité capable de me comprendre. J'ai une communication importante à faire.

— De quoi est-il question, lui fut-il demandé ?

— L'aviation. J'ai trouvé quelque chose de nouveau en aviation militaire et veux vendre mon invention. Elle provoquera, à coup sûr, une révolution dans la technique de la guerre en même temps qu'un bouleversement dans tout l'armement militaire en honneur jusqu'ici. Celui qui deviendra possesseur de mon secret aura sur ses adversaires une supériorité écrasante. La victoire lui est assurée en temps de guerre. Voilà.

Tous se réjouissent, et le visiteur ne tarde pas à être mis en présence d'un général. Celui-ci, rayonnant, tout en lui offrant un siège le questionne :

— En quoi consiste votre invention ?
— En un type de dirigeable s'élevant dans les airs avec tout un équipage, pouvant y rester cent heures et braver la pluie, le vent, la tempête. Voulez-vous en devenir acquéreur ?

— Et aussitôt qu'il eut reçu du général sa parole d'honneur qu'il n'abuserait point de la confiance qu'il lui accordait, l'inventeur déroula ses plans.

— Qui, dit le général après en avoir pris connaissance. Vous avez raison... C'est bien ainsi. Combien en voulez-vous ?

— Un million.
— D'accord, fit le délégué du ministère, ému à ce point qu'il embrassa l'inventeur. Voici un chèque que vous présenterez en banque. Un million rond. Croyez à mes remerciements. Si jamais vous trouvez du nouveau, venez chez nous.

— J'ai déjà quelque chose, dit l'inconnu malicieusement. Une petite chose vraiment étonnante.

— Quoi donc ?
— J'ai inventé un canon qui peut sans peine déloger des airs mon dirigeable et le faire piquer à terre la tête en avant. Devant lui le ballon n'a plus aucune chance de salut.

— Ecoutez, fit le général, mécontent et presque enroué. N'avez-vous point honte ? Vous inventez tout d'abord un dirigeable extraordinaire et, immédiatement ensuite, un canon pour le détruire. Excusez-moi, mais je vous trouve plutôt illogique.

— Vous croyez, fit en souriant l'inventeur. Vous reconnaissez pourtant avec moi le besoin de transformations continuelles dans la technique militaire, la nécessité de ne point piétiner sur place et d'aller toujours à la recherche du mieux dans les armements de guerre. Mon dirigeable ayant une puissance d'action démesurée, il était assez naturel de lui chercher un antidote.

— Hum... C'est ainsi ou à peu près que doivent se passer les choses, je l'avoue. Et j'aurais certainement admis qu'un autre inventât le canon et vint nous l'offrir...

— Quelle blague ! Comme si cela n'était pas sans importance. Préférez-vous que je vous quille quelques instants, juste le temps de me faire raser les moustaches, de changer le nœud de ma cravate, puis revienne et vous présente mes salutations comme si nous ne nous étions pas encore vus ? Le voulez-vous, je sors ?

Le général se montra quelque peu gêné, car il n'était pas sot et se rendait bien compte de l'infinité de pareils jeux d'enfants.

— Vous avez pleinement raison, conclut-il, et je n'ai plus qu'à m'incliner. Nous devons acheter votre canon si nous ne voulons pas — ce qui est toujours votre droit — que vous l'offriez à d'autres. Alors, combien ?

— Un million.

Le général remit un nouveau chèque d'un million à l'inventeur et, avec conviction, lui frappant sur l'épaule :

— Vous êtes un homme remarquablement doué !

— Oui, sans doute, fit l'inconnu souriant, je suis un homme bien doué !

— Mais d'inventer un aussi terrible canon semant la destruction de pareille façon. L'inventeur objecta modestement :

— Terrible... si l'on veut. Vous me flattez. A vrai dire, il n'est pas redoutable. Comment ? Autant que j'ai pu m'en rendre compte par vos dessins.

— En effet, il pourrait être dangereux pour mon dirigeable. Mais...

Il se rassaya, en lorgnant avec ruse son interlocuteur :

— Mais que diriez-vous si je vous dévoilais un petit secret pouvant vous être très utile. J'ai trouvé pour le dirigeable qui est mon œuvre une cuirasse si convenable, si solide, qu'elle le met à l'abri de la plus petite éraflure de la part de mon canon. — Voulez-vous me rendre fou ? C'est bas, honteux, infâme ce que vous faites.

L'inconnu trécula les sourcils.

— Vous abusez. D'autant plus que vous n'avez pas le moindre reproche à me faire. Vous ai-je trompé sur la valeur de mon dirigeable ? Pouvez-vous contester sa supériorité ? Et le canon, pêche-t-il par quel côté ? Ne l'emporte-t-il pas encore sur le premier ?

— Je ne nie rien de tout cela, mais vous auriez dû me présenter la cuirasse en même temps qu'il le dirigeable !

— Mais pourquoi donc, réparait froidement l'inventeur ? Le développement, la transformation des engins guerriers ne peut être que normale, méthodique. Elle ne s'opère ni par sauts, ni par bonds.

Le général et l'inventeur assis l'un en face de l'autre se turent pendant quelques minutes. Le premier réfléchissait, le second fumait son cigare. Le général aurait encore volontiers fait valoir qu'il eût préféré qu'un autre inventât la cuirasse, mais dans la crainte que l'inconnu lui propose une nouvelle fois de sortir, de se faire enlever les moustaches et de se représenter ensuite comme s'ils étaient l'un pour l'autre deux inconnus, il se contenta de soupirer et demanda :

— Combien ?
— Un million.

— Ce n'est pas assez d'un demi-million ?
— Ailleurs, on m'en donnerait deux, répondit l'inventeur.

— Dieu ! Est-ce un homme que j'ai devant les yeux ! Allons, c'est bon, voici encore un million. Ruinez-vous !

L'inconnu prenant le chèque, serra la main du général et se dirigea vers la porte. — Ecoutez, dit ce dernier le retenant, et son visage manifestait l'angoisse : Etes-vous bien convaincu que le dirigeable n'a plus rien à craindre ?

Notre homme sourit hypocritement.
— De mon canon ? Sans aucun doute, il est à l'abri de ses coups.

— De sorte que je peux être rassuré sur la solidité de la cuirasse ?

— Oh oui ! A moins que de nouveaux engins possédant une force de destruction particulière ne soient inventés...

— Mais pareille chose est impossible, fit le général sursautant ?

— Nullément. On les inventera. Dieu tout puissant ! Quand donc ? C'est chose faite.

— Par qui ?
— Ah ! moi... de Dieu ! Pourquoi donc vous être tu là-dessus.

— Il me semble que je vous en fais part. Sincèrement, je vous déclare : il y aura de tels engins. Je les ai inventés. Le général éclata de rire, mais son rire était méchant.

— Et naturellement vous viendrez nous

les offrir. Oui, n'est-ce pas ? Et lorsque nous vous les aurons achetés, grimant, vous nous donnerez à entendre que vous êtes l'inventeur d'une cuirasse pour force de résistance extraordinaire pour parer aux coups de ces engins.

— Oui, acquiesça l'inconnu entièrement d'accord.

— Et vous nous la céderez moyennant votre million fatidique, pour, ensuite, inventer un canon nouveau capable de la mettre en morceaux ?

— Sans aucun doute.

Le général s'attachant une touffe de cheveux se mit à rugir :

— Que l'enfer ait votre âme, mandit ! Vous nous avez attirés dans une impasse où votre pays doit foncer tête baissée, courant à sa ruine et à son anéantissement. Qui êtes-vous donc vraiment ? Nommez-vous que nous puissions vous désigner à la malédiction de tous.

L'inconnu se redressa brusquement. Ses traits s'assombrirent et sa lèvre inférieure était agitée d'un tressaillement, indice de souffrance :

— Vous pouvez, comme il vous plaira, me jeter l'anathème, dit-il. Cela ne contribuera nullement à vous rendre plus sage, ni à me faire plus mauvais. Mon nom, je ne vous le dirai point ; si vous possédiez un peu plus de jugement, vous auriez déjà deviné que je suis l'incarnation de la Logique, la Raison Humaine faite homme !

— Votre puissance de raisonnement est bien circonscrite qu'elle ne permet même pas de saisir qu'il est tout à fait indifférent que votre pays se ruine en dix ans ou cinq minutes en achats d'armements de guerre. C'est en même temps le Génie Humain que vous avez devant vous. Et vous voulez, pauvre homme, le couvrir d'injures et d'opprobres ! Certes, je sais qu'il n'y a pas à vouloir s'immiscer dans vos agissements, à essayer de vous guider. Chacun se ruine à sa façon, obéissant à ses goûts, à son tempérament. Vous n'êtes pas de ceux qui se ruinent en une fois, sans soucis ni tracas... Adieu donc.

Et l'inconnu, faisant claquer la porte derrière lui, gagna précipitamment la rue.

Les assassins se taisent !

Ils ont peur...

Pendant qu'il fait alliance avec Mussolini et le grand capitalisme international, le gouvernement russe poursuit féroce l'extermination des pionniers héroïques de la Révolution d'octobre 1917.

Des faits :

Maria Spiridonova, l'admirable martyre du tsarisme, est depuis plus de cinq ans dans les bagnes bolchevistes où elle meurt de tuberculose. Le syndicaliste Roubintchik est condamné à la déportation pour avoir publié les écrits de Pétouliou, Marc Guyau, Kropotkine. En Russie, la Pensée est impitoyablement bâillonnée.

Le 19 décembre, les gardes rouges ont massacré un groupe de prisonniers politiques sans défense, affaiblis par les privations. Cet assassinat a été accompli au sinistre camp de Solovetzk, situé au cercle polaire, et où se trouvent plus de 250 ouvriers et révolutionnaires.

On connaît les noms de plus de mille révolutionnaires emprisonnés. Ce n'est là qu'une infime partie de ceux qui périssent de froid, de faim, plus encore de sévices, dans les glaces éternelles de Solovetzk ou dans les steppes torrides du Turkestan.

Au moyen de la Tcheka, torturant nos camarades, les dictateurs bolchevistes veulent la mort, lente ou brutale, de tous ceux qui sont restés fidèles à l'esprit de la révolution.

Ces persécutions abominables, sur lesquelles nous ferons toute la lumière, le Parti Communiste Français, et son journal *l'Humanité* les connaissent. Jamais ils n'ont pu leur opposer le moindre démenti. Ils se taisent. Ils ont peur de la vérité. Le gouvernement russe, plus cynique, a avoué le massacre de Solovetzk (l'*Isvestia*, 10 février).

Communistes ! Avec nous vous réclamez l'Amnistie en France.

Avec nous, vous viendrez exiger des bourreaux de la Révolution russe, la libération de nos camarades révolutionnaires. Avec nous, avec tous les hommes de cœur, avec les syndicalistes, les socialistes, les anarchistes, vous protesterez contre la déportation des ouvriers grévistes et des militants socialistes et anarchistes de toutes tendances.

TOUS AU MEETING

qui aura lieu demain 4 juin, à 20 h. 30, Palais de la Mutualité, 325, Rue Saint-Martin, 325, sous la présidence de Hubert, du Syndicat Général des Terrassiers (C. G. T. U.).

Assesseurs : Marius Roux, de la Fédération des Cuis et Peaux (C. G. T.), et Charbonneau, du Syndicat Unique du Bâtiment. Orateurs : Baylot, Syndicat National des Agents des P. T. T. (C. G. T.) ; P. Besnard, du Comité de Défense Sociale ; H. Jouve, de la Fédération du Bâtiment (C. G. T. U.) ; Salvador, de l'Union Anarchiste ; Capocci, de la Chambre Syndicale des Employés (C. G. T.).

« Ce que nous avons vu en Russie », par Chevallier, Strôle, J. Gaudaux. Participation aux frais : un franc.

Fédération anarchiste du Sud-Est

TOURNÉE CHAZOFF

Quelques changements ont été apportés à l'itinéraire de la tournée Chazoff. Voici les dates définitivement fixées pour les conférences de notre camarade. Aucun changement ne pourra, à présent, être apporté à cet itinéraire, Chazoff devant, à partir du 25 juin, assurer une série de meetings dans le Midi de la France :

CHALON-SUR-SAONE : Mardi 3 juin, OYONNAX : Jeudi 5 juin, OULINS : Vendredi 6 juin, CHALET RUSSE : Samedi 7 juin, VIGNES : Mardi 10 juin, LA CHAMBOIS-PEUGEROLLE : Vendredi 13 juin, SAINT-ETIENNE : Samedi 14 juin, FIRMINY : Dimanche 15 juin, ROMANS : Mardi 17 juin, VOIRON : Mercredi 18 juin, LYON (unitaire) : Jeudi 19 juin, GRENOBLE : Vendredi 20 juin, VIZILLE : Samedi 21 juin, LYON VAISE : Lundi 22 juin.

La justice de classe aux Etats-Unis

Les ouvriers de la « Salvin Thompson Corporation », grosse entreprise qui exploite de nombreux restaurants et cabarets à New-York, s'étant mis en grève, les patrons ont obtenu du juge Delatanty huit ordres enjoignant aux ouvriers de cesser la grève. La presse ouvrière a véhémentement protesté contre ce déni de justice, contraire à la constitution américaine.

« Le juge étant d'origine capitaliste, écrit la « Voix Libre » (Free Voice) des travailleurs réunis de l'alimentation, il est naturel que ses sympathies aillent à la classe capitaliste. »

Cette affaire nous rappelle que nous vivons sous un régime capitaliste, où tous les pouvoirs sont contrôlés par la classe capitaliste. En lançant ses injonctions contre les grévistes, la Cour s'est conformée à son rôle. A quoi servirait une cour de justice capitaliste, sinon à protéger les poches des capitalistes.

La grève des ouvriers de la « Salvin Thompson Corporation » vient de se terminer d'une façon inusitée. A l'occasion de celle-ci, l'avocat général Heyward a commencé une enquête qui a déjà abouti à la fermeture des établissements Salvin Thompson. Ces patrons, si durs à leurs ouvriers, ont violé les lois sur la prohibition de boissons, se sont appliqués à dissimuler leurs bénéfices au fisc, et ont même transgressés les lois de leur société. Plusieurs grévistes ont été appelés en témoignage par l'avocat général, et les magistrats de la « Corporation » sont même menacés de prison.

Une fois n'est pas coutume...

Protestation ouvrière en Angleterre

L'inculpation de cent ouvriers de Californie pour l'affiliation à la I. W. W. (Association ouvrière mondiale, considérée comme hors la loi aux Etats-Unis) a provoqué une protestation de la section féminine du Labour Party britannique, à Pontnewynydd (Wales).

« Mettre les gens en prison pour leurs opinions politiques, écrivent les protestataires au gouverneur de Californie, Friend Richardson, est une infamie et une honte, indigne d'un grand pays, comme les Etats-Unis. Nous considérons votre nation comme avancée et d'esprit large, et nous espérons que bientôt ces cruautés ne seront plus que du domaine du passé. »

Les ouvrières anglaises protestent. Et les françaises ?...

Le crime du 11 janvier évoqué en Suisse

Un journal communiste suisse ayant eu le toupet, dans une controverse avec nos camarades de Genève, de répéter les mensonges de l'*Humanité* sur les exploits du capitaine Treint et de sa soldatesque, le 11 janvier, à la Maison des Syndicats, où deux syndiqués, deux des nôtres, furent tués dans leur maison par les politiciens, le *Réveil communiste-anarchiste* remet les choses au point de la manière suivante :

« Ici la canaillerie devient de la bêtise. Lorsque je propose d'un fait qui a eu des centaines de témoins et dont les victimes sont toutes trouvées de notre côté, contrairement à toutes les preuves documentaires acquises, ces messieurs osent rejeter sur d'autres la responsabilité qui leur incombe pleine et entière, ils devraient bien se dire qu'ils se classent à jamais parmi les plus écumants menteurs auxquels nulle confiance ne peut plus être accordée. »

« Si pour un événement arrivé à Paris et facilement contrôlable par tout le monde, la vérité peut être si ignominieusement outragée, que dire des événements de Russie ou d'ailleurs ! C'est pourquoi nous ne perdrons pas de temps à répondre en ce qui concerne Makhno. »

« Rappelons toutefois que Lénine et consorts sont rentrés en Russie à la suite d'une entente préalable avec le Département politique fédéral suisse et l'état-major allemand. Après quoi, ils sont qualifiés à jamais pour faire n'importe quel reproche d'ordre moral à qui que ce soit. Faut-il aussi rappeler les porte-cigariettes donnés par Tchitchérine aux policiers italiens, complices des fascistes et assassins des travailleurs révolutionnaires ? »

« On ne devient et on reste le gouvernement sans commettre toutes les infamies et tous les crimes. Et le gouvernement, en disant prolétariat s'est montré en toutes choses parfaitement digne de ceux qui l'ont précédé. »

Le Conseil d'administration du P. C. F.

Il paraît que le super-parti des masses vient de réunir son conseil national. A ce conseil les fameuses thèses du comité directeur furent adoptées par 2.353 mandats sur 2.368. Si c'est une victoire, comme l'appelle l'*« Huma »*, ce ne peut être que la victoire du critérium intégral. En effet, cette majorité absolue sans aucune opposition, qui s'est dessinée dimanche, est la preuve irréfutable que le P. C. F. est complètement militarisé et qu'il n'y a plus dans ses rangs aucun homme capable d'exprimer sa propre pensée. Ceux qui le composent sont peut-être des soldats ; en aucun cas, ils ne peuvent être des hommes, parce qu'ils abandonnent le droit de défendre leurs idées. Il n'y a que les derniers survivants de la vieille garde syndicaliste qui ont eu l'audace d'affronter le courroux des grands chefs de l'orthodoxie. Cela ne leur a guère réussi, car déjà on les met au même rang que les Frossard et consorts. Monnaie, en effet, n'a pas manqué d'étaler au conseil national ses propres rancœurs à l'égard des méthodes bolchevistes. Voici une de ses déclarations qui montre bien la profondeur de la crise qui atteint le P. C. F. :

« On encourage la passivité dans le Parti en disant à une fédération : « Votre point de vue est inadmissible », parce qu'ainsi on empêche toute discussion, ou lorsqu'on assimile à ceux qui ont trahi le Parti les camarades qui n'approuvent pas les thèses du C. D. »

Pauvre Monnaie, tu commences à t'apercevoir que la tribu des Beni-Oui-Oui n'est pas du tout qualifiée pour représenter le prolétariat et la révolution, et que si c'est avec de pareils penseurs qu'on va monter à l'assaut du capitalisme, ce dernier peut dormir tranquillement sur ses deux oreilles jusqu'à la consommation des siècles. Mais tu n'as pas fini d'en voir tant que tu resteras dans l'antre des profiteurs de la crédulité humaine et de la révolution russe.

La Religion

Lettre ouverte à M. Boursin des Touches

Monsieur,

Certes, j'ai bien l'intention de revenir sur le problème de la Religion, que j'ai à peine esquissé dans un article paru dans le *Liberateur* du 9 mai, article qui m'a valu votre demande d'explications, mais puisque vous désirez des éclaircissements, j'y reviens tout de suite.

J'ai dit en particulier : « Quiconque croira que son âme, étant un reflet du monde divin, peut communiquer directement avec lui, n'aura que faire de l'entremise des prêtres. »

Mon article n'avait pour but que de parler de la religion, ou plutôt des traités de morale toute faite que nous transmettent les prêtres, et non de cette religion qui est l'unique, et que j'appelle comme vous : Vérité.

Celle-ci est en nous, d'une façon consciente ou non, c'est entendu, puisque rien ne peut faire qu'elle ne soit, mais je parlais de l'autre, de cette religion apprise et parfois composée qui, dérivant de la vraie, peut très bien s'en appeler le « reflet ».

Mais cette explication toute théorique mérite quelques détails, que je me permets d'y ajouter.

Si nous nous plaçons au point de vue philosophique, les longues dissertations sont de rigueur, mais dans mon article précédent, ainsi que dans le complément que j'y apporte, je reste, avant tout, sur le terrain humain.

La Religion comme vous l'entendez, monsieur (et moi aussi d'ailleurs), est, vous en conviendrez j'espère, la théorie des philosophes, voire des sages, en tous cas de ceux qui sont véritablement allés jusqu'à la connaissance de la vie et de la mort, et qui y ont trouvé une explication.

Mais cette Religion, pour si unique et immortelle qu'elle soit, vous paraît-elle bien humaine ? Je ne le crois pas, et quand je dis qu'elle n'est pas humaine, comprenez bien que je veux dire « elle n'est pas admise par la grande majorité des hommes ».

Or, qu'est la Religion, même si elle est Vérité, si les hommes ne l'admettent pas ? Ces derniers semblent destinés à évoluer durant des siècles, par la transmission perpétuelle des idées, afin de parvenir précisément à la conquête de la Vérité.

Et bien, qu'est-ce qui les empêche à monter déjà un peu, si ce n'est cette Religion de forme que nous appelons obligation morale, comme nous appelons les lois obligation sociale.

Commencez-vous à comprendre le but de mon article, et ce que j'entends par « reflet du monde divin » ?

Les mots n'ayant que la valeur qu'on veut bien leur accorder, convenons ensemble de désigner sous le nom de « monde divin » l'âme universelle qui englobe les âmes de tous les hommes pour n'en faire qu'un tout qui se dispense de qualificatif, puisqu'il est l'unique.

« Quiconque croira que son âme, étant un reflet du monde divin, peut communiquer directement avec lui... » Mais oui, monsieur, je le répète ! Mais, voulez-vous que je change ma phrase ?

En bien, voici : Tout homme qui aura conscience du sens de la Vérité, se sentira Dieu, puisqu'il porte en lui l'élément créateur, sans lequel tout n'est rien, l'élément qui le pousse à ne pas accepter la vie comme une obligation dépourvue de résultat, l'élément qui lui dit que la mort n'est pas un terme, mais un des actes naturels du renouvellement à jamais répété, cet homme-là, dis-je, ne désignera pas précisément la Religion élémentaire de l'Eglise, mais la considérera :

« Pour ceux qui ne se sont pas rendu compte du sens de l'existence, comme un intermédiaire direct entre leur vie vague et morale, et la Vérité sans phrases ; »

« Pour lui-même, et pour ceux qui pensent comme lui, comme le premier échelon élémentaire de l'ascension vers le Vrai. »

Mais le Vrai ne s'apprend pas. On arrive à la connaissance de tout par ses propres moyens, ou on n'y arrive pas. Chaque âme consciente d'elle-même est donc bien le « reflet » de l'âme universelle et immuable dont nous avons chacun une partie, qui est elle-même un tout.

Et ce moi « reflet » que je maintiens, s'applique d'autant mieux, qu'il est l'expression exacte de ma théorie ; le « reflet » est variable et porte donc en lui les degrés différents de l'élévation morale de chacun.

Toute âme, quelle qu'elle soit, est plus ou moins terrestre, et, de ce fait, plus ou moins rapprochée de la perfection dont nous avons chacun les germes ; elle en est donc le « reflet », c'est-à-dire la manifestation plus ou moins exacte.

Cette explication vous suffit-elle ? Je l'espère, mais j'y ajoute encore ceci : Il ne peut y avoir qu'une Religion, me dites-vous ? Soit, mais cette Religion est multiple, et ce sont ses manifestations extérieures que je veux m'attacher à détruire.

L'Eglise imprime à nos âmes une tendance peut-être morale, mais à coup sûr sociale, et ses enseignements moyens peuvent se résumer en ceci : Tu ne tueras point, tu ne feras point ceci ou cela, non, parce que c'est bien, mais parce que la loi le défend.

En un mot, l'organisation sociale, pour si relative qu'elle soit, se comprend ; mais la directive religieuse se trouve faussée à la base, parce que, je vous le répète, on n'apprend point ce qui ne s'apprend pas, on se matérialise ou spiritualise, mais dans l'un et l'autre cas, on se trouve être des « reflets » de la monade universelle, précisément par le manque de perfection.

Toute âme qui atteindrait un jour aux cimes inaccessibles de la Vérité, n'en serait plus le « reflet », mais serait la Vérité elle-même.

Veuillez croire, monsieur, à mes meilleurs sentiments.

RENEE D'AXEL.

Nos Echos

Sans rire.

Les communistes sont impayables et incorrigibles. Dans leur proposition de front unique aux socialistes, ils déclarent sans rire que leur parti « représente exclusivement des ouvriers et des paysans... ».

Si le ridicule tuait, il y a longtemps que les chefs orthodoxes seraient à Pantin... ou à Charenton.

Quand verrons-nous le jusqu'aboutiste Cachin avec une faucille dans un pré et le Vaillant-Couturier avec un marteau dans une usine ? Les outils, c'est bon pour les électeurs et pour faire des emblèmes, mais cela ne vaut rien pour les chefs.

Voyez-vous le prolétaire Berthon, grand avocat de l'industriel Blériot qui dissimulait ses bénéfices de guerre, se déguisant en terrassier ?

Il est vrai que le Grand Vanné Henriot a travaillé assez à lui seul (quarante-cinq ans qu'il dit) pour fournir des certificats à tous ses complices du chômage perpétuel.

○○○

Jusqu'où iront-ils ?

Nous relevons dans le *Quotidien* le passage suivant au sujet de la première séance de la nouvelle Chambre :

« A 2 heures trois quarts, la cohorte des communistes, conduite par M. Cachin, pénétra dans la salle des séances et se rangea dans le fortin qu'elle s'est réservé : les six bancs d'en haut, à l'extrême gauche. »

Sur chaque banc, les jeunes députés communistes sont encadrés par les vieux brisards qui tiennent le rôle de serre-files : MM. Cachin, Berthon, Renaud-Jean, etc.

« Tout le monde cherche à reconnaître André Marty qui s'est assis en silence à sa place assignée : il porte une chemise militaire kaki, comme en avaient pendant la guerre les boys américains, et de gros godaillots nous avec des fécules. »

Ne brillant pas par le nombre, il est assez naturel que les représentants ouvriers et paysans du bloc cachinistes cherchent pour le moins à se faire remarquer par leur originalité. Mais pourtant, s'ils continuent à suivre cette voie, il est hors de doute qu'ils ne tarderont guère à être la risée du pays.

Quand donc nos grands révolutionnaires auront-ils le sens du ridicule ?

○○○

Fascisme et syndicats.

Au congrès des corporations nationales fascistes, Mussolini a fait un grand discours. C'est sans doute un type dans le genre de Poincaré, car il aime beaucoup parler. Après avoir rappelé que la lutte des classes n'est pas un fait historique, mais seulement un « phénomène intermittent de l'organisation intérieure de la société », le Duce confesse que l'état de paix sociale instauré par le fascisme a fait réaliser de notables bénéfices aux capitalistes d'industrie.

Ensuite, il parle de la méthode selon laquelle on peut avoir à sa disposition « une masse disciplinée, laborieuse et fière de contribuer à la fortune de la patrie ». On peut voir par ces dernières lignes que fascisme et bolchevisme, malgré leurs divergences idéologiques, suivent à peu près parallèlement la même voie. N'est-ce pas, en effet, le but de tous les futurs dictateurs de droite ou de gauche, d'avoir bien en main une masse laborieuse et disciplinée, fière de travailler au succès et à la suprématie de la patrie fasciste ou bolchevique ? Une petite différence existe pourtant entre les syndicats de ces deux pays de l'ordre que sont Rome et Moscou : c'est que les syndicats fascistes peuvent se mettre en grève tandis que les autres ne le peuvent pas.

Pourtant, si Mussolini se vante aujourd'hui d'avoir réussi à discipliner cette masse laborieuse, il n'a qu'à en remercier le bloc national qui a su attirer dans notre pays près de deux millions de travailleurs italiens qui, en même temps qu'ils aident au redressement du capitalisme français, laissent le Duce faire tranquillement son petit dictateur.

Mais si la France faisait comme l'Amérique au sujet du Japon, il est à peu près certain que l'ancien socialo n'en mènerait pas large et qu'il ne saurait guère où placer cette main-d'œuvre.

La Vie des Lettres

« La clarté des jours »

L'éditeur Figuière vient de faire paraître « La clarté des jours », recueil de poèmes de M. Emmanuel-Flavia Léopold.

M. Flavia Léopold est professeur dans un lycée de la Guedeloupe. Aussi ses poèmes sont-ils surtout remplis de visions exotiques. Le poète a conservé la forme classique. Son vers est souple, toutefois, et coule, fluide au gré des paysages évoqués. De nettes images :

« Et j'irai sur la route où résonne le pas
Voir monter, belle ainsi qu'aux premiers
jours du monde,
Hilare, lumineuse, épanouie et ronde,
Une lune d'argent dans le ciel de lilas ! »

Ailleurs, trop souvent son verbe se maintient, mais l'image est trop précieuse ou se pare de tons trop vieillots. Parlant des Antilles le poète écrit :

Et par quelque matin mélancolique et pur,
Devant nos yeux emplis de lumière et
Montera lentement du sein des mers voûtées
— Vivante à l'horizon comme un cher souvenir —
D'elle heureuse qui semble en sa splendeur
Un vaisseau d'émeraude enchassé de
saphir.

La clarté des jours est une œuvre solidement travaillée. Mais on y détestait un peu plus d'originalité dans la pensée, sinon dans la forme.

Georges VIDAL.

OCCASION L'AMOUR ET LA MORT

par Violette d'Octon
Un volume de 300 pages
En vente à la Librairie Sociale, 9, rue Louis-Blanc, Paris (X^e).

Prix : 3 fr. 50 ; franco recommandé : 4 fr. 50
Chèque postal : Marcel Jouot 520-42

Comment on trompe les peuples

Les journaux viennent de publier cette dépêche d'agence : « Le kronprinz, qui passait en automobile dans une rue de Berlin, a été reconnu et acclamé par les passants. »

Je n'ai pu m'empêcher de sourire en lisant cette information. C'est que, par un curieux hasard, il m'était arrivé d'assister par deux fois, dans les rues de Berlin, à des manifestations populaires, et depuis lors, je sais à quoi m'en tenir.

La première fois, c'était il y a plus de vingt ans. Je me trouvais dans une rue de Charlottenburg, — les Champs-Élysées de Berlin, — lorsque je vis déboucher quelques camélot, porteurs de journaux, qui criaient : « Un attentat à la vie du Kaiser ! » Ce jour-là, Guillaume II, qui visitait sa bonne ville de Breslau, avait reçu une hache en pleine figure. Lancée par une femme du peuple révolutionnaire, la hache avait sérieusement endommagé l'arcade sourcilère de l'impérial cabotin.

J'observais curieusement les mines des passants. La plupart étaient amusés ou contents. Un ou deux m'ont paru ahuris. Mais je n'ai point remarqué d'expressions de regrets ou de pitié. Depuis ce jour, j'étais fixé sur les sentiments monarchistes du peuple allemand.

La seconde fois, c'était il y a quatre ans, au lendemain du coup de force de Kapp. Je traversais le Schützengasse, dans le même quartier de Charlottenburg, une voie longue et large comme le boulevard de Strasbourg. J'ai compté en tout et pour tout trois drapeaux impériaux. Depuis lors, j'étais fixé sur les velléités de restauration du peuple allemand.

Et maintenant, après la lecture de cette dépêche tendancieuse, je pense : « Sans doute, des agences allemandes du même acabit avaient annoncé, il y a quelque temps, que Poincaré était acclamé avenue de Marigny, ou que Clemenceau était ovationné rue Franklin. » Et des Allemands avaient pensé : « Ces Français veulent nous réduire en esclavage », comme des Français s'étaient dit : « Ces Allemands ne rêvent que de nous envahir à nouveau. »

Belle besogne que celle de ces grandes usines de mensonges que sont les agences de presse et les journaux d'information !

UN LIVRE INDISPENSABLE

L'EDUCATION SEXUELLE

par Jean MARESTAN

Physiologie et Préservation sexuelles
Contre les Moralités néfastes
Mariage et Union libre
Le Problème de la Population
Hygiène de la Maternité

Nouvelle édition — (155^e mille)
Un volume de 336 pages, illustré.

En vente à la Librairie Sociale, 9, rue Louis-Blanc, Paris (X^e).

Prix, 7 fr. ; franco recommandé, 7 fr. 85.
Chèque postal : M. Jouot 520-42

Où aller ce soir ?

Cette rubrique n'est pas une affaire de publicité. Quand bien même un directeur de théâtre nous offrirait cent millions pour y annoncer un spectacle pornographique ou les représentations d'un opéra malfaisant pour l'individu, nous ne signalerions pas son établissement.

Mais nous recommandons ici, gratuitement, tous les théâtres où se jouent des œuvres dignes

Théâtres lyriques

OPERA. — 20 heures : Boris Godounov.
OPERA-COMIQUE. — 20 heures : Le Roi d'Ys, Masques et Bergamasques.

GAITE-LYRIQUE. — 20 h. 45 : La Perte de Chicago.
TRIAXON-LYRIQUE. — 20 h. 30 : Les Cloches de Corneville.

Drames, Comédies et Genre
COMEDIE-FRANÇAISE. — 20 h. 45 : Le Respect de l'Amour ; Louison ; la Bonne Mère.
ODEON. — 20 h. 30 : L'Arlesienne.

VAUDEVILLE. — 20 h. 45 : Après l'Amour.
NOUVEL-AMBIGU. — Matinée et soirée : J'ai une idée.

COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES. — 20 h. 30 : Monsieur Le Trouhadec saisi par la Débauche.

THEATRE DES ARTS. — 21 heures : Le Peuple Homme.
THEATRE DES MATHURINS. — 21 heures : Le Chemin des écoliers.

VIEUX-COLOMBIER. — 20 h. 45 : La Puissance des ténés.
MONTMARTRE-ATELIER. — 20 h. 45 : Le Veau gras.

THEATRE ANTOINE. — 20 h. 45 : Madame Filrt.

Cabarets artistiques

LE CARILLON. — 21 heures : Oui, j'veux bien !, revue.

LES NOCTAMBULES. — Tous les soirs, à 21 heures, les « As » de la chanson : Xavier Privas, Vincent Hyspa, Jack Cazol, Noël-Noël, Paul Grollé, Raymond Bartel, Eugène Rossi, Augustin Martini.

« Chambre à louer », revue — Dimanches et fêtes, matins et 15 heures : Les Abbeses. — A 21 heures : Charles d'Aray et les chansonniers : Dornano, Brubach, Géo Robert, Loralé, Mmes Jane Marsan, Line de Tarbes. Spectacle d'art et d'éducation.

LE GRILLON (43, boulevard Saint-Michel. — 21 heures : « Têtes de Sport et Têtes de l'Art », revue ; les Chansons de la butte.

LE PERCHOIR. — 21 heures : Grand spectacle montmartrois-juli, avec Jean Bastia et ses chansonniers.

LA VACHE ENRAGEE (4, place Constantin Pecqueur). — 20 h. 30 : Veillée d'art : Maurice Haile et les chansonniers.

LA CHAUMIERE. — 21 heures : Spectacle varié.

LE PIERROT NOIR (11, rue Germain-Pilon). — Dranoël et les chansonniers.

A travers le Monde

COMMUNIQUE DE L'A. I. T.

COMMUNICATIONS DU SECRETARIAT

Secours aux enfants. — Les camarades suédois ont envoyé jusqu'à présent, pour les enfants des camarades allemands, 7.000 couronnes suédoises.

Les camarades hollandais se sont chargés de la première des enfants des camarades mineurs grévistes de la Ruhr.

Les enfants allemands qui sont partis pour la Norvège ont été cordialement reçus et seront maternellement soignés.

Congrès de l'A.I.T. — Nous rappelons aux camarades que le congrès de l'A.I.T. se tiendra en Hollande, à Amsterdam, le 20 septembre et jours suivants.

Le rapporteur sur le point : « Position de l'A.I.T. envers les différents courants ouvriers » sera le camarade Rucker. Le rapport sur les conseils d'usines sera fait par le camarade Sonchy.

Les camarades de tous les pays sont priés de prendre leurs dispositions pour se trouver à ce deuxième congrès.

Appel de l'Association internationale des Travailleurs, en faveur des mineurs allemands en lutte. (Voir le *Libertaire* du 25 mai 1924.)

ALLEMAGNE

LES REFORMISTES ET LE LOCK-OUT DES TRAVAILLEURS DES MINES

Il est à présumer que le lock-out des mineurs se terminera par une défaite pour la classe ouvrière. La raison est que l'ascendant sur les mineurs ainsi que sur le prolétariat en général est encore entre les mains des syndicats réformistes. La tactique de ces syndicats (de l'Internationale d'Amsterdam) est de faciliter l'entente dans les luttes entre le patronat et la classe ouvrière. Cette fois encore, comme dans les grèves précédentes, les leaders des syndicats cherchent à endiguer et entraver autant que possible le mouvement, afin qu'il ne s'étende pas. Cette tactique sert uniquement et seulement les capitalistes. Ainsi se termina la grève des produits chimiques de Ludwigshafen : la perte de la journée de huit heures. En même temps, et dans toute l'Allemagne, à Berlin, en Westphalie, en Saxe, etc., les travailleurs luttaient pour les huit heures et l'augmentation des salaires. Dans l'industrie métallurgique de même ; dans l'industrie du textile de l'Allemagne du Centre, il y avait de grandes grèves et lock-outs. Depuis un quart d'année, il n'y a pas, en Allemagne, aucune industrie, aucun endroit, aucune catégorie de travailleurs qui soit restée en dehors de la lutte de classes. Presque chaque ouvrier fut en grève. Si toutes ces luttes s'étaient déroulées en même temps sur tous les points de l'Allemagne, il y aurait eu indubitablement une grève générale en Allemagne. Une grève générale qui se serait déroulée dans toutes les parties de l'Allemagne en même temps, ayant pour but la défense des huit heures et la lutte pour des salaires meilleurs, aurait sûrement eu de bons résultats.

Les syndicalistes révolutionnaires ont assurément toujours et encore appelé l'attention de la classe ouvrière sur la fausse tactique des syndicats en l'incitant à une grève générale ; malheureusement, l'influence des syndicats réformistes et de leurs chefs est encore trop grande sur les masses, les appels des syndicalistes révolutionnaires restent dans le désert. Les communistes n'y purent rien changer, d'autant plus qu'ils employaient toutes leurs forces à faire de la propagande électorale et substituaient la lutte pour la conquête de la fabrique de laits bourgeois à la lutte pour l'amélioration économique et culturelle des travailleurs subordonnés.

Les social-démocrates et les chefs des syndicats réformistes entrèrent en discussion avec le gouvernement au sujet de la grève des mineurs et se déclarèrent d'accord sur la nécessité de la prolongation des heures de travail. Mais lorsque, malgré tout, cet arbitrage fut refusé par les mineurs, ils s'élèverent contre dans leurs réunions. Cependant, ils parvinrent à subjuguer les mineurs en les incitant à accepter la prolongation de la journée de travail contre des salaires plus élevés pour le travail supplémentaire qui sera fait.

Le sort de cette gigantesque lutte, si pleine d'espoirs au début, est résolu désavantageusement pour les ouvriers. La faute en est au bureaucratisme des syndicats réformistes. Un grand travail de propagande de la part de nos camarades syndicalistes révolutionnaires de la F.A.U.D. est encore nécessaire d'ici à ce que le prolétariat allemand prenne un autre chemin révolutionnaire.

ITALIE

CONFERENCE DE L'UNION SYNDICALE ITALIENNE

Le 29 avril, eut lieu une conférence nationale de l'Unione sindacale italiana. Une grande partie des membres se trouve en prison, une autre partie à l'étranger. Les camarades qui sont en prison envoyèrent leurs vœux à la conférence, mais leur missive fut censurée par les autorités. Les principaux points qui furent discutés furent les suivants : 1° l'émigration des camarades ; 2° la réorganisation de l'Union ; 3° l'Union syndicaliste et l'unité du prolétariat. Sur la question de l'émigration, une résolution fut adoptée dans laquelle il est dit que les membres de l'Union syndicale à l'étranger doivent adhérer à une organisation syndicaliste révolutionnaire, bien que des comités de l'Union syndicale italienne y seront fondés qui devront se tenir en relation étroite avec l'organisation mère.

En ce qui concerne l'unité du prolétariat sur le terrain syndicaliste, la conférence déclara qu'au sein de l'Union aucune fraction de parti politique ne pouvait être tolérée, que tous les camarades qui se placent sur le terrain de la lutte de classes doivent s'unir.

L'ABONDANCE DES MATIERES NOUS OBLIGE DE REMETTRE A DEMAIN LA SUITE DE NOTRE FEUILLETON.

que les syndicats doivent avoir une autonomie complète vis-à-vis des partis politiques. La conférence renouvela sa confiance aux délégués de l'A.I.T. L'A.I.T. et toutes les organisations qui y adhèrent envoient aux camarades italiens leurs salutations fraternelles.

SITUATION GENERALE EN ITALIE

Les élections parlementaires ne peuvent intéresser beaucoup le prolétariat italien. Elles ont confirmé la dictature bourgeoise. Pendant la période, une terrible terreur sévit. La classe ouvrière fut battue, ses meilleurs militants peuplèrent les prisons, une partie fut même assassinée depuis les trois années que la terreur règne !

Le parti socialiste et le parti communiste ont recueilli environ un million de voix. Cela n'empêche pas la terreur de régner comme auparavant. Les fêtes du Premier Mai furent interdites par le gouvernement fasciste. Une sévère censure a été instaurée contre les journaux révolutionnaires. Un numéro spécial pour le Premier Mai qui avait été édité par l'Union syndicale, fut suspendu. L'organe officiel de l'organisation *Guerra di Classe* qui fut suspendu en décembre dernier, ne peut toujours pas paraître, parce que cette interdiction n'est pas encore levée. Par contre, l'interdiction contre les journaux communistes est levée depuis longtemps déjà ! Le gouvernement considère donc les syndicalistes comme plus dangereux que les communistes ! Les prisons sont plus que pleines et, à l'extérieur, on s'imaginerait qu'en Italie règne la liberté et la paix sociale.

NOS CAMARADES EMPRISONNES

La Cour d'appel a renvoyé le recours d'Attilio Sassi et des autres camarades mineurs du Valdarno et n'a pas tenu compte des indications de la défense. Quelques camarades seulement qui avaient été condamnés pour excitations au crime furent graciés, lors de la dernière amnistie. C'est ainsi que la Cour de Bari a amnistié quelques condamnés de Minervino Murge qui étaient tous tombés malades. Parmi eux se trouvaient les camarades Francesco Gupliotti, Michele Veglia, Carmine Giorgio. Tous les autres condamnés du Valdarno et de Minervino Murge doivent encore supporter les lourdes peines qui leur ont été octroyées par le jury. Le total des années de réclusion qui pèsent sur nos camarades s'élève à plusieurs siècles ! A Carrare et en d'autres parties du pays, il y a encore de nombreux camarades subissant le même sort, bien qu'ils n'aient pas fait autre chose que de défendre leur vie.

SUÈDE

LA CAMPAGNE CONTRE LA GUERRE

Le Comité exécutif de l'organisation syndicaliste révolutionnaire nationale (section de l'A.I.T.) a entrepris une grande campagne contre la guerre et les armements. Dans tout le pays seront tenus des meetings antimilitaristes et l'idée de paix chaudement propagée. Des affiches sont apposées partout et plus de deux cent mille brochures sont distribuées, qui seront distribuées gratuitement. La distribution des brochures se fit particulièrement le Premier Mai. Nos camarades suédois travaillent intensément pour l'antimilitarisme.

NORVÈGE

GREVE DES METALLURGISTES

La grève dure déjà depuis plus de six mois. Plus de cinq mille travailleurs sont encore en lutte. Les métallurgistes en grève, bien que condamnés par un traité d'arbitrage, ne céderont pourtant pas. Ils adressent maintenant aux travailleurs du monde entier un appel au secours. Ils s'adressent particulièrement aux travailleurs de la Suède et du Danemark pour une aide matérielle. Le Secrétaire de l'A.I.T. fait part de cet appel et espère que la lutte menée à travers de tant de misères sera menée à bonne fin.

JAPON

LES MENSONGES DES COMMUNISTES

Les mensonges ont les jambes courtes. Ce proverbe se confirme de nouveau. Nos camarades du Japon nous écrivent :

« Dans un journal japonais rigide en espéranto, on pouvait trouver, répandu par les communistes, que lors de la dernière catastrophe, le gouvernement japonais avait fait assassiner de nombreux communistes connus en même temps que « Monsieur Sakai ». C'est absolument faux. Les communistes furent tous admirablement obéissants et le gouvernement ne tua aucun d'eux. « Monsieur Sakai » se trouvait alors en prison, mais fut libéré peu de temps après. Il vit maintenant sous la protection de la police et est si bien protégé qu'il n'a rien à craindre de la réaction. Les seuls persécutés furent des anarchistes et des syndicalistes y compris les coréens et les chinois ».

Nos camarades japonais ajoutent : « Ne vous laissez pas tromper par les mensonges que le Kremlin utilise pour sa propagande ».

BRESIL

LES MENSONGES DES COMMUNISTES AU BRESIL

Nous recevons, malheureusement avec un peu de retard, le rapport suivant du Brésil. Nous le publions cependant ne voulant pas en priver nos lecteurs. Notre correspondant, le deuxième secrétaire de la Fédération Régionale des Travailleurs de Rio-de-Janeiro, le camarade Passos, nous écrit :

La Correspondance Internationale du 11 septembre de l'année passée écrit sur les poursuites subies par les membres du parti communiste brésilien. Cette communication est fautive du commencement jusqu'à

la fin. Le tout n'est qu'un formidable bluff. Il est seulement vrai que quelques communistes passèrent quelques jours en prison. Par contre, il est absolument faux qu'une organisation communiste ait été interdite parce qu'elle aurait protesté contre des poursuites, puisque ces poursuites n'existaient pas.

« La seule organisation qui fut interdite fut la Fédération du Bâtiment, en 1922. Mais précisément, c'était cette organisation qui menait la lutte contre les maléfiques tendances des communistes qui, à cette époque, cherchaient à former un Parti communiste ».

« Les travailleurs du Bâtiment de Rio-de-Janeiro se réunirent à la classe ouvrière organisée de la ville, qui rejette la collaboration avec la bourgeoisie et les partis politiques. La Fédération du Bâtiment adhéra à la Fédération Régionale des Travailleurs de Rio-de-Janeiro. Cette organisation fut un rempart de l'orientation libertaire dans les trois Congrès qui se tinrent au Brésil ces derniers temps ».

« Les quelques rares qui se prononcèrent pour l'orientation communiste s'allièrent au gouvernement brésilien et firent le front unique avec l'Union des Syndicats, organisation créée par le gouvernement et dont le but est de tuer l'esprit révolutionnaire de la classe ouvrière. Depuis cette union, on trouve des patrons, des nationalistes et des officiers de l'armée ! Le président de cette union est M. Sarandy Rapozo, qui était auparavant fonctionnaire au Ministère de la Guerre. Il jouit de la pleine confiance du gouvernement qui le charge de mettre sur pied cette association et de la reprendre parmi les travailleurs ».

Le parti communiste fut appelé à la vie par d'anciens éléments anarchistes qui par crainte des terribles persécutions de 1921 après la grève des matelots qui ne prit fin que le 8 février 1923, et qui par cette fondation espèrent trouver une protection. Ce jour-là, la police occupa le local du syndicat du Bâtiment. La lutte fut terrible. Les autorités firent le siège avec de l'infanterie, de la cavalerie et la police secrète. Les libertaires se défendirent, ils résistèrent pendant une demi-heure, mais ils furent contraints de céder devant la force militaire. Le local fut occupé pendant six mois, et il fut interdit aux travailleurs de ce syndicat de se réunir ailleurs. Les camarades n'en tinrent cependant pas compte et ne se laissèrent pas prendre leur droit de réunion.

La police arrêta un grand nombre de nos camarades. Beaucoup furent expulsés, les autres furent envoyés en prison.

Ce temps de terribles persécutions est utilisé par quelques adhérents du Kremlin pour fonder un parti communiste, puis on informa dans le monde entier que les communistes brésiliens étaient persécutés. Dans tout cela il n'y a pas un mot de vrai.

Que les organes de la presse communiste et leurs nombreux correspondants internationaux soient à l'avenir plus prudents dans leurs rapports, et ne publient pas tant de mensonges pour tromper leurs lecteurs. Car les mensonges ont les jambes courtes.

HYPOCRISIE COMMUNISTE !

Dans la « Correspondance Internationale », édition française, numéro 26, du 14 mai 1924, on parlait des élections en Finlande et des nombreux délégués politiques qui se trouvent dans les prisons de ce pays. Cela se rapporte au chiffre rond de 1.600 prisonniers politiques qui une partie après la défaite de la révolution de 1918, le reste durant le temps qui suivit la victoire de la bourgeoisie, furent emprisonnés.

La « Correspondance Internationale » communiste s'agit à la-dessus parce que les social-démocrates n'en ont pas fait mention dans leur rapport pour les élections. Nous trouvons que c'est une hypocrisie de penser seulement aux prisonniers politiques de Finlande et de tenir sous silence les milliers et les milliers de prisonniers politiques qui languissent dans les prisons, les bagnes et les camps de concentration de la Russie des Soviets ! Les communistes n'ont aucun droit pour exiger la libération des prisonniers de Finlande ou d'ailleurs tant qu'il sévit en Russie des poursuites encore plus terribles contre les anarchistes syndicalistes et socialistes en Russie. Aussi longtemps que nos camarades se trouveront dans les prisons et les bagnes de Russie, nous devons dénoncer comme une *misérable hypocrisie* toutes les protestations des communistes contre l'emprisonnement des militants.

L'A. I. T.

A TRAVERS LE PAYS

LE SIDE-CAR MEURTIER

Marseille, 2 juin. — Sur la route de Marseille à Aix, un side-car piloté par M. Joseph Petitjean, âgé de 30 ans, roulant à vive allure, a heurté un groupe de jeunes gens et de jeunes filles. L'une des jeunes filles, Emilie Arrighi, âgée de seize ans, demeurant au Tholonet, a été tuée, tandis que le véhicule alla s'écraser contre un platane.

Le conducteur du side-car, ainsi que M. Mathieu Padovani, 32 ans, navigateur, qui y avait pris place, ont été blessés, ce dernier grièvement.

M. Joseph Petitjean, moins atteint, a été écroué pour homicide par imprudence.

LE MARI EGORGE

LA FEMME SE JETTE SOUS UN TRAIN
Lons-le-Saulnier, 2 juin. — Mme Charles Buchin, demeurant à Dombblans, s'est jetée sous un train, entre les gares de Dombblans et de Montain. La malheureuse a été décapitée.

Trouvant close la porte du logement, les égendarmes qui ramenaient Mme Buchin chez elle, requerront un serrurier. On découvrit dans la chambre le mari assassiné, un énorme couteau de cuisine enfoncé dans la gorge.

Aucune indication ne permet, jusqu'à présent, d'hypothèse sur les causes de ce drame. Toutefois, le fils et la belle-fille des époux Buchin ont disparu.

QUEL MALHEUR !

Anney, 2 juin. — Mme Constant Fontaine, demeurant à Saint-Roch, déjà mère de trois garçons, a accouché aujourd'hui de trois filles qui sont en excellente santé.

IDIOT

Saint-Etienne, 2 juin. — L'ouvrier Lucien Galleron, âgé de 26 ans, qui travaillait sur le chantier du nouveau pont de Feurs, a été frappé, sans aucune provocation, en pleine poitrine d'un coup de couteau par le nommé Chou, 25 ans, qui a pris la fuite.

En lisant les autres...

La démission de Millerand

M. Félix Hautfort écrit, dans la *Lanterne*, un éditorial sur la question Millerand :

Deux crises sont donc ouvertes simultanément : celle du cabinet, par la démission du ministre Poincaré, celle de l'Elysée, par la démission probable de M. Millerand.

Je dis probable, je pourrais dire certaine après la manifestation unanime des gauches réunies en assemblée plénière. Il ne paraît pas possible en effet, que le président puisse faire front à une telle attaque et cela même ne semble pas le parti de la raison aux meilleurs amis de M. Millerand.

On peut discuter éperdument et pâlir sur les textes, il ne s'agit pas de savoir si la Constitution donne au président de la République la possibilité de prononcer le mot trop fameux : « J'y suis, j'y reste ! » Ce n'est pas un parti qui demande la démission du Premier Ministre de la République, ce n'est pas une faction, c'est la majorité de la représentation nationale tout récemment issue de la consultation du suffrage universel. Il n'y a pas de question à débattre entre robins, il y a une incompatibilité irrémédiable entre le pays républicain et le chef de l'Etat.

« Une campagne contre la présidence, disent les défenseurs de l'Elysée, n'a point été menée au cours de la période qui précède les élections. » Il est vrai que le nom de M. Millerand n'a pas été spécialement discuté, mais c'est le Bloc national que l'on a visé, c'est lui qui est battu ; or, le Bloc national a eu pour parrain l'orateur de Ba-Ta-Clan, M. Millerand.

Si cette vérité était contestée, il suffirait de relire les textes du discours présidentiel d'Élysée et certain communiqué fait à la presse, pour démontrer la solidarité constante de M. Millerand et du parti vaincu.

Certes, beaucoup de républicains, même peu suspects de tendresse pour le bloc de droite, eussent souhaité que nous pussions faire l'économie d'une crise dont il est permis de craindre l'interprétation à l'étranger, mais nous sommes une démocratie ; la majorité a parlé.

Une bonne retraite est parfois un exploit. M. Millerand peut se retirer et ce sera le « fair play », il peut rester et attendre l'assaut ; cet acte, s'il est considéré par certains comme le royaume, compliquera singulièrement une situation nationale déjà fort délicate.

Hier, même, tandis que l'on faisait des pronostics dans les couloirs du Palais-Bourbon, des hommes connus pour leur dévouement à l'Elysée déclaraient : « L'opposition n'est pas négligeable par le nombre, mais il lui manque un chef, si Millerand démissionne, il sera élu député par un département de l'Est et deviendra le leader des droites ».

L'expression même de cette espérance des vaincus montre bien que la présence de M. Millerand à l'Elysée devient impossible. Cependant, en effet, que l'homme qu'on oppose voit son chef, le député chargé de choisir et d'inspirer les gouvernements républicains ?

La Chambre n'a pas fait, hier, un accueil enthousiaste à une motion de M. Cachin, proposant l'ajournement de l'Assemblée jusqu'à la réception d'un message de démission, et cela est significatif. Trois cents députés sont résolus à obtenir la retraite du président de la République, mais ils ne tiennent pas à user des moyens de contrainte. Le sens politique de M. Millerand lui inspira sans doute une résolution conforme tout à la fois à sa dignité et à l'intérêt même du pays.

La dignité de Millerand ? Laissez-nous rire...

Quant à l'intérêt général, il réside ailleurs qu'en une question de personnalité.

L'intérêt général ? C'est que le peuple balaye toute la pourriture politicienne, — seulement, nous n'espérons pas que vous le disiez, car c'est cette pourriture qui vous fait vivre !

Au Gignol-Bourbon

Henri-Béraud qui aurait pu occuper beaucoup mieux son temps, nous donne l'impression d'un spectateur sur la première du *Gignol-Bourbon* :

On rentre. Aux portes, la foule des grandes premières. Une batterie de photographes à tir rapide déclanche son barrage devant la guérite du factionnaire. Il fait un temps lourd et bas, avec des trous d'un bleu d'aquarelle et, de loin en loin, un éventail de rayons d'or, qu'une main de nuages retourne sur la Seine. Il faut s'arracher à cela, et, pressant le pas, traverser la cour aux dalles noircies. Et nous voilà dans le salon de la Paix, qu'on appelle aussi la salle des Pas-Perdus.

Quelle cohue ! C'est l'affluence des grandes premières. Tout ce que le Paris de 1924 contient de personnages hâtés est là, coude à coude sous une pailasse de fumée et dans cette odeur que l'on respire en deux ou trois lieux : la Bourse, la galerie du Palais, les couloirs de la Chambre ; cela sent le vieux billet de banque, le cuir des portefeuilles, le cosmétique et le tabac.

Il y a des costumes que l'on ne voit qu'ici. Ces jaquettes de comices agricoles, ces redingotes de conseils de fabrique, ces paletots couleur d'estaminet, quels tailleurs obscurs et lointains les ont cousus ? Braves habits ! Ils apportent ici l'âme des quatre-vingt-dix départements, un peu de celle vie sans fièvre, qui se réveille au bout des armées de famille.

Cependant, il faut beaucoup de bon vouloir et de curiosité pour suivre ces témoins d'une tradition rassurante parmi le va-et-vient des « habitudes des couloirs ».

Tout, dans ce lieu, n'est que rumeur et chaos. On se heurte au secrétaire de la séance de Minerve plénière des chapeaux ; on l'interpelle ainsi que dans un marché campagnard ; on la vapeur des pipes et des cigares s'épaissit de telle façon que, bientôt, elle s'étendra contre les hautes baies et fera des arbres baignés par la pluie, un parc automnal qui semble recouvrir une immense toile d'araignée...

A mesure que le temps passe, la foule se multiplie. On se pousse, on s'éponge. Députés et journalistes se reconnaissent parmi le flot étrange et délétère qui bat les colonnes et mugit sous les hauts plafonds. Ils font, tous ces hommes, un bruit impétueux de flux. C'est la mer politique. Si l'on s'éloigne, le clapotement grandit d'une manière plus haute, plus soutenue. Et, du haut de l'escalier qui mène aux tribunes, on éprouve l'impression de coller son oreille au coquillage de l'océan parlementaire.

M. Béraud nous comble. Mais il aurait mieux valu qu'il nous donnât des impressions qui soient moins « de commande ».

Il n'y a pas que cela

Dans *l'Intransigeant*, Lucien Descaves publie l'article suivant :

Mme Henriette Charasson s'étonne avec inquiétude que l'ouvrier d'aujourd'hui, « ancien prolétaire », ne songe pas à constituer une dot à sa fille, comme faisait le parvenu d'autrefois, l'homme arrivé « en sabots » à Paris. Mais, d'abord, l'ouvrier d'aujourd'hui, même le mieux payé, a-t-il les moyens d'exaucer le vœu de Mme Charasson ? Je ne le crois pas. Mais le pourrait-il qu'il ne le ferait pas, parce que les conditions de la vie ne sont plus les mêmes qu'il y a cent ans.

La formule de l'ancienne Internationale pent

s'appliquer à la femme : son émancipation sera l'œuvre de la femme elle-même. Or ce n'est point par la dot que s'accomplira cette émancipation, je présume.

Mme Charasson me paraît encore généraliser trop facilement lorsqu'elle observe que tous les gros salaires de la classe ouvrière se gaspillent chez le bistro, au café-concert, au cinéma, chez le pâtisseries et le marchand de frivolité.

Il y a dans cette classe ouvrière colossale des éléments sains où se perpétuent quelques-unes des vertus bourgeoises d'autan. Il y a ce que Charles Maurras a bien appelé « une bourgeoisie ouvrière ». Celle-ci ne pense pas à doter ses filles, qui, pour la plupart, travaillent... ; mais l'argent, que ne dépensent pas le mari au cabaret et la femme dans les grands magasins, procure au couple de quoi acheter en banlieue une petite maison avec jardin à cultiver.

Il y a encore, Dieu merci ! des ouvriers rangés et de bonnes ménagères pour qui le rêve c'est non pas la petite auto sur les routes tous les dimanches, mais le petit pavillon avec salle de bain, électricité, enfin le minimum du confort moderne.

Il y en a même d'autres, M. Descaves, dont l'ambition est plus haute. Ceux-là rêvent d'être libres, et de ne plus subir l'exploitation de l'homme par l'homme. Ils parlent même de Révolution !

Mais il y a beau temps que vous ne les fréquentez plus !

Une victime de plus

La liste des abominations et des crimes commis pendant la dernière guerre continue. Chaque jour nous apporte la révélation d'une nouvelle infamie restée cachée jusqu'ici :

Le 7 mars 1915, le soldat Gonsard, du 104^e régiment d'infanterie, était passé par les armes à Bussey-le-Château (Marne) pour abandon de poste par mutilation volontaire. Blessé à l'index gauche quelques jours auparavant et évacué à Châlons-sur-Marne, il y avait été examiné par un médecin principal à qui sa blessure avait paru suspecte et qui l'accusa de mutilation volontaire.

Aucune enquête ne fut faite sur place, aucun des camarades du malheureux soldat ne fut cité à l'audience. Cependant, interrogé par un officier de police judiciaire, l'un d'eux avait affirmé que Gonsard avait été atteint par une balle allemande au moment où il réparait le créneau de la tranchée, à soixante-dix mètres de l'ennemi. Gonsard n'en fut pas moins condamné à mort et exécuté.

La Ligue des Droits de l'Homme vient de saisir de ces faits le ministre de la justice en demandant la révision de la condamnation et la réhabilitation du soldat Gonsard.

Un extra-pur

Parmi les purs, les astres véritables qui brillent au firmament étoilé du monde moscovitaire, il faut distinguer. Il y a d'abord plusieurs constellations.

Les extra-purs forment la voie lactée, non pas en raison du lait absorbé par les nourrissons, mais par la blancheur de leurs principes et la pureté de leurs convictions.

De ce monde est le citoyen Molinier, grand chasseur sur les terres syndicales. C'est presque un futur vétéran.

Il s'est syndiqué aux Employés le 3 janvier 1923, par ordre du Parti Communiste, alors qu'il habitait le IV^e. Puis il émigra dans le XIV^e où il prétend régenter le syndicalisme. Il constitua, suivant les directives moscovites, une section des Employés au Comité intersyndical. Le malheur pour lui, secrétaire de cette section, fut d'avoir un trésorier plus orthodoxe. Et chacun prétendant posséder la science infuse et la confiance des chefs ce fut une dualité terrible, comme on n'en voit qu'une fois de plus.

La section en boitait terriblement. Molinier, veaux syndiqué communiste, pratiquait la lutte de classes en qualité de chef de service. Il avait toutes les prérogatives patronales : embauchage, débauchage, fixation des salaires, etc., il en usa et en abusa.

Pour étayer mieux sa réputation de militant, il demanda un beau jour une dactylo au syndicat. Une demoiselle fut envoyée, et le chef de service Molinier lui alloua 300 francs par mois. Quelque temps après, on ne sait pourquoi, Molinier veut diminuer l'employée de 50 francs.

Plainte au syndicat, solution nulle ; Sauvage, secrétaire du syndicat, ne pouvait causer la moindre peine copain de la voie lactée.

Comme quoi, un chef communiste faisant fonction de patron et de militant syndicaliste en même temps, peut saboter le programme syndical sans être rappelé à l'ordre par un syndicat inféodé au P. C.

C'est une réduction, en petit, de la dictature du prolétariat.

Il fallait voir, dans les réunions électorales, le citoyen Molinier si qualifié, parler haut et ferme du Bloc Ouvrier et Paysan, et excommunié impitoyablement les anarcho-syndicalistes et autres petits bourgeois qui ne s'inclinent pas devant le képi du capitaine Treint.

Mais pourtant, tout à une fin, les astres comme les vermineux. Molinier est devenu suspect aux yeux de la sévère Tcheka qui sait tout et voit tout. Et la Voie lactée est exposée à perdre un luminon. Grandeur et décadence ! — La Faucille.

Budget de l'Union Anarchiste

En caisse au 30 avril 1924.....Fr. 427,70

Recettes

Cotisations des groupes : 20. 10 fr. : 15, »
Collectes aux C. L.Fr. 55,50

Dépenses

Total des recettes.....Fr. 70,50
Location de salles pour C. L.Fr. 80, »
SolidaritéFr. 100, »
Déplacements Fédéral et autresFr. 50, »
Avance à la Fédération de la R. P.Fr. 60, »
CorrespondanceFr. 15, »

Total des dépenses.....Fr. 431, »

En caisse au 31 mai 1924.....Fr. 67,20

**Pour soutenir
votre "Libertaire"
Amis lecteurs
abonnez-vous !**

L'Action et la Pensée des Travailleurs

Les salaires sont insuffisants

Le pain augmente

Après-demain jeudi, 5 juin, nous aurons le pain à 24 sous. La vie chère et la misère progressent.

Nous avons eu, avec nos alliés, la victoire. Le traité de Versailles en fait foi. Mais la guerre continue sur le terrain économique et financier. Le front uni n'existe plus entre alliés. Aussi, notre indigence économique et notre franc versatilité subissent des attaques et bombardements qui les mettent en mauvais état. Nos « alliés » et nos « ennemis » ne nous ménagent pas, et sont adroits, paraît-il, par de mauvais Français.

L'après-guerre, c'est encore la guerre. Et ce sont toujours les pauvres diables de tous les pays qui écopent.

Le pain à 23 sous le kilo aura duré l'espace de quelques matins, du 20 mai au 5 juin, une quinzaine, pas plus.

On se rappelle que, dans un but de pure réclamation électorale en faveur du moribond Bloc National, le gouvernement de Poincaré avait fait annoncer par la Préfecture de la Seine que le kilo de pain serait diminué d'un sou. C'était une riposte à l'attitude des patrons boulangers qui voulaient un relèvement de la prime de cuisson. A une réunion tenue en commun avec l'administration, la discussion avait été violente et les boulangers s'étaient retirés en faisant claquer les portes.

Il tiennent leur revanche, non pas sur la cuisson, mais avec la hausse légère des farines.

Rapportons pour mémoire que les boulangers prétendaient, il y a un mois, que les frais de cuisson s'élevaient à 36 francs par quintal de farine, alors que la prime officielle était de 28 francs. L'administration préfectorale admettait un relèvement des frais de 28 à 33 francs, en tenant compte de l'augmentation des fonds et d'une prétendue hausse de salaires dans certaines boulangeries. Les patrons réduisaient leur chiffre exagéré de 46 francs à 38 francs. L'écart n'était donc plus que de 5 francs. L'accord ne se fit pas.

La *Journée Industrielle* publia alors un plaidoyer sentimental en faveur des patrons boulangers. Elle les représentait comme des parias « travaillant péniblement tous les jours, fêtes et dimanches, de 6 heures du matin à 10 heures du soir ». Gageons que cette honorable gazette ne se fait pas beaucoup de mauvais sang pour les forçats du pétrin et du fournil qui font le gros œuvre, alors que le patron n'est qu'un auxiliaire généraliste ?

Tous les commerçants sont dans l'obligation de tenir leur boutique ouverte le plus longtemps possible. Et d'ailleurs, s'ils veulent réduire leurs heures de présence dans la boutique, ils n'ont qu'à adopter le système du roulement et de la fermeture à heures fixes. Le repos hebdomadaire peut aussi s'appliquer. Mais alors, comment faire comprendre le progrès social à des gens dont le seul objectif est le tiroir-caisse ?

La question étant assez complexe, nous sommes allés nous renseigner à la « Fraternelle », boulangerie coopérative de la rue Doudeauville, dans le 18^e arrondissement, que nos lecteurs connaissent bien. Cette coopérative sert les restaurants, coopératifs et les particuliers ; elle possède plusieurs boutiques où le pain est toujours vendu moins cher que chez les patrons boulangers. Pourtant, la « Fraternelle » a des frais généraux que n'ont pas tous les patrons : elle a des automobiles pour les livraisons, elle paie le tarif syndical aux ouvriers et employés.

Mais la coopérative n'est pas muée par l'intérêt particulier. Elle ne veut pas faire fortune en quelques années sur le dos des consommateurs. C'est pourquoi elle vend le pain à son juste prix.

Les camarades de la « Fraternelle » nous ont donné des renseignements utiles à tous. Un quintal de farine donne 120 kilos de pain, à 1 fr. 20 le kilo. Si c'est du gros, cela rapporte, à la vente, 156 francs ; du fantaisie, 213 francs. Il y a des boulangeries qui vendent davantage de fantaisie. Mettons que la vente donne deux tiers de gros et un tiers de fantaisie, cela fait une recette de 173 francs. Le quintal de farine étant actuellement de 122 francs, il reste donc 51 francs pour la panification et autres frais. Les boulangers réclamaient 38 francs il y a un mois. Aujourd'hui, avec le pain revenu à 24 sous, ils touchent à nouveau 13 francs de plus-value.

Ouvrons une parenthèse sur le pain dit de fantaisie. A Paris, la tolérance est de 30 % sur le poids, c'est-à-dire qu'un pain fantaisie vendu pour un kilo, doit peser théoriquement 700 grammes. La plupart du temps, il n'en pèse que 650.

Dans beaucoup de villes, la « tolérance » est moins grande que à Lyon, elle est de 10 % et c'est suffisant.

On juge de ce que doivent gagner les boulangers de Paris avec le pain de fantaisie. Et comme profits supplémentaires, il y a encore la pâtisserie.

Même avec la hausse des farines de 119 à 122 francs, les boulangers pouvaient gagner leur vie en laissant le pain à 23 sous.

Les salaires ouvriers n'ont aucune influence sur le prix du pain. Il y a un contrat entre ouvriers et patrons qui date de 1919. Il prévoit un taux de 3 fr. 60 par journée, ce qui fait environ 10 francs par quintal. En réalité, le contrat de 1919 est caduc, et la journée est payée actuellement sur une base de 4 à 4 fr. 25. Le syndicat ouvrier demande le relèvement du contrat à 5 fr. 40 par journée, ce qui porterait à 13 fr. 50 par quintal.

On le voit, les mitrons ne sont pas bien exigeants, et leurs revendications même obtenues ne sont pas une cause d'augmentation du prix du pain.

L'fond de l'affaire, c'est qu'il y a un mois le Bloc National a mis sur la baisse du pain. Les patrons boulangers, contre leur gré, ont dû payer les frais de cette réclamation électorale. Aujourd'hui, ils se rattrapent sur le dos des consommateurs. Même débarrassés d'une Chambre et d'un gouvernement réactionnaires, le peuple doit payer les dépenses qui ont précédé l'enterrement.

Avec la hausse du dollar et de la livre, les blés étrangers deviennent plus chers. Et nous en importons en moyenne 60.000

tonnes. Les blés français qui ne se vendaient plus avant connaître la hausse.

Ainsi le veut le régime capitaliste. Il y a du blé en suffisance, mais la spéculation n'est pas satisfaite.

En ce qui concerne les réserves de blé, il n'y a rien à craindre. Au 1^{er} janvier 1914, les disponibilités mondiales de froment à exporter étaient de 174 millions de quintaux ; au 1^{er} mars, elles étaient encore de 140 millions de quintaux, alors que les besoins des pays importateurs, à cette date, étaient de 65 millions de quintaux jusqu'à la récolte, 1^{er} août 1924.

L'année dernière, à la soudure, les stocks étaient de 65 millions de quintaux. On prévoit qu'ils seront cette année de 75 millions de quintaux.

Il y a donc du blé d'avance et du pain sur la planche. Pourquoi donc cette céréale sacrée est-elle entre les pattes crochues des vautours de l'agiotage et du hant vol ?

On peut conclure, sans parti pris, que le pain à 23 sous est encore deux sous trop cher. Et on veut le mettre à 1 fr. 20 !

Le beurre aussi

Des quantités très importantes de beurre ayant été « resserées » dans des entrepôts frigorifiques en vue d'une fructueuse exportation, il s'ensuivit une raréfaction de cette denrée et une hausse de prix.

La hausse du dollar et de la livre va favoriser la rafle du beurre français par les acheteurs étrangers. Les tarifs de transport sont moins élevés pour l'exportation que pour la consommation intérieure. Le droit d'exportation des beurres est de 15 francs par 100 kilos, alors qu'il est de 25 fr. à l'importation de Paris.

Cette année les cours des beurres sont de 2 à 4 francs plus élevés que l'an dernier à la même date.

Le décret prohibant l'exportation expirait le 1^{er} juin, il a été prorogé au 1^{er} juillet. Alors qu'en ce moment, c'est la saison du beurre, il est devenu plus rare et plus cher.

Il y a bien des lois qui interdisent et qui répriment l'accaparement et la spéculation. Sous la première République, les affamés pendaient les affameurs. Sous la troisième, les gros voleurs sont décapés, et les miséreux sont bien sages. Il n'y a des émeutes qu'au cinéma et aux courses pour des motifs frivoles.

Pauvre peuple, cinquante années de suffrage universel et quatre années de guerre l'ont bien avachi !

Le pain cher, le beurre cher ! C'est à ce moment que certains patrons tentent des diminutions de salaire, alors que par ailleurs des conflits se terminent au désavantage des ouvriers.

Nous avons eu des élections à gauche. Les radicaux et les socialistes sont les maîtres, avec les communistes, pour pousser au derrière en disant le contraire. Les aspirations électorales de la classe ouvrière et paysanne vont-elles s'arrêter à la nomination des élus ? Le programme s'arrête-t-il au bord du terrain économique ?

Quel que soit le gouvernement d'hier ou de demain, il faut pour travailler du beurre et du pain. Et pour les avoir, les ouvriers doivent plutôt compter sur la vigueur de leurs organisations que sur la bonne volonté du personnel gouvernemental et parlementaire. — B.

Les grèves

Bronze parisien. — Nous signalons, conformément à la décision de l'assemblée générale du 30 mai, l'attitude du contre-maître de la maison Cottin, fabricant de bronze, 26, rue Amiel, qui se charge de recruter des ouvriers pour la maison Delisle, rue Parée, qui est toujours en grève et dans laquelle aucun ouvrier du bronze ne doit se présenter.

Nous avertissons ce M. Tampon à se tenir tranquille et à défendre un peu mieux les salaires de sa maison, s'il ne veut pas faire connaissance avec la fanfare du bronze, qui saura le rappeler à un peu plus de pudeur.

Tapissiers de Paris. — Les ouvriers de la maison Ducrot, rue Baudelaire, se sont mis en grève pour empêcher la réduction des tarifs de façonage.

Bouclonniers de Gonfaron (Var). — Les ouvriers bouclonniers se sont mis en grève pour un relèvement de salaires.

Maçons de Lyon. — Un accord a été signé stipulant 3 francs de l'heure pour les manœuvres, 3 fr. 50 pour les aides, et 4 fr. 25 pour les maçons.

Verriers de Tourouvre. — Après deux mois de grève, les verriers ont obtenu une augmentation journalière de 2 francs.

Gaziers de Thizy. — Le travail a été repris après l'obtention d'un complément de salaire fixé à 1 franc par jour.

Electriciens de Cernon (Jura). — Un syndicat a été constitué le 13 mai. Le secrétaire ayant été congédié, les 250 ouvriers, dont beaucoup d'Italiens, ont cessé le travail par solidarité.

Mouleurs de la Maison Debar. — Les mouleurs de la Maison Debar ont franchi le cap du lundi sans aucune défection dans leurs rangs, présage que le mouvement engagé est en bonne voie de réussite.

Il est vrai qu'une équipe de camarades résolu établit tous les jours une surveillance sérieuse autour de la boîte, prêts à la chasse aux renards, et malgré les provocations stupides de la police, particulièrement du commissaire de police, les camarades ne sont nullement intimidés, décidés qu'ils sont à vaincre.

Dans une réunion tenue hier, à 10 heures, Café des Deux Colonnes, des décisions d'une importance capitale ont été prises, qui donneront au patronat arrogant de quoi réfléchir.

Assemblée, aujourd'hui, de tous les camarades, au Café des Deux Colonnes, à 9 heures. Présence indispensable.

Les paveurs et aides

Réunis en assemblée générale le 1^{er} juin, à la Bourse du Travail, au nombre de 400, les paveurs et aides ont constaté que la section se réorganise fortement en vue de l'application du cahier de revendication.

Grâce à l'action énergique des camarades, beaucoup de maisons ont donné satisfaction.

Il est donc de notre devoir de continuer la lutte afin d'empêcher le retour à l'abject procédé d'intimidation de la maison Planfaveau qui n'a pas craint d'employer le bas mouchardage en demandant à la Chambre syndicale patronale de contraindre une autre entreprise de débaucher une équipe de compagnons paveurs qui avait quitté ses chantiers pour avoir osé demander une augmentation de salaires.

Devant ce procédé de chantage, il a été décidé de demander aux camarades ayant fait le mouvement de tenir au courant la section de la voirie qui éclaircira ce nouveau genre d'entrave à la liberté du travail.

Décide que dans toutes les grosses maisons, un délégué de chantier soit nommé pour faire respecter le droit au travail et de tenir la section au courant des difficultés qui pourraient survenir.

Le Conseil Syndical.

Les jaunes chez Four et Rhode

On signale qu'à l'entreprise Four et Rhode, chantier de la Sucrerie Centrale de Meaux à Villenoy-le-Meaux, des briqueteurs assez inconscients, embauchés à Paris, ont accepté de se rendre sur ce chantier pour y faire onze heures et sans déplacement, alors que des camarades fumistes industriels qui travaillaient à ce chantier avec un déplacement ont déposé un cahier de revendications, non accepté.

Pourquoi les briqueteurs jaunes ont-ils accepté de remplacer leurs camarades fumistes ?

Espérons que ce petit entrefilet les rappellera à leurs devoirs d'ouvriers et qu'ils ne continueront pas plus longtemps leur besogne de jaunes.

Le délégué régional : A. MATHIS.

Le Bâtiment de Grenoble à l'interdit

Le Syndicat du Bâtiment met en garde la corporation de n'importe quelle région de ne pas se diriger sur Grenoble qui est à l'index pour un temps indéterminé.

Dans cette ville, où la vie est la plus chère de toute la France, l'ouvrier est victime d'un patronat rapace et voleur ; ce patronat est soutenu par une bourgeoisie réactionnaire de toute catégorie pour faire courber la tête à nos camarades.

Nous vous demandons de mener une campagne active en vue de ce boycottage très nécessaire à l'égard de cette ville.

Sachez que le tarif officiel pour un ouvrier du Bâtiment est de 2 fr. 10 à 2 fr. 30 de l'heure. Il ne faut plus que les ouvriers courbent la tête.

Le Comité de Grève.

EN CINQ SEC

Ce jour-là, le bureau cégétinijambiste se sentit tout regaillardir. Le Parti Communiste proposait le front unique au Parti Socialiste afin de réaliser toute une kyrielle de revendications, notamment les huit heures avec les six francs de plus par jour, et les 1.800 supplémentaires par an.

— Faut pas s'en faire, déclara le citoyen Yellow en esquissant un pas de danse et en sifflant un faux air d'opéra russe. — Je ne dis pas comme toi, répliqua tristement le lugubre sacrifié Berran en regardant avec inquiétude son tonneau des Danaïdes, meuble délabré que la commission de contrôle prend pour un coffre-fort.

— Seulement, voilà, insinua Dudule, s'ils s'emparent du programme syndical pour piper les suffrages des électeurs et emmêler les socialistes, il ne nous restera plus rien à servir aux syndiqués qui nous restent fidèles. Et que ferons-nous, si nous n'avons plus rien à faire ?

— Oh, pour cela, nous ne sommes pas embarrassés, répondit Berran-Berran. On fera comme auparavant. Voilà déjà cinq ans que je me sacrifie dans un fauteuil et, avec l'entraînement, je peux encore continuer.

— Ben, moi, j'ai une idée, proposa le camarade Red. Si nous avons des loisirs, profitons de la saison. Avec Sémard et Jacob, nous avons projeté de retourner à l'île de Ré. S'il y a des amateurs.

— En ce cas, il faut m'inscrire, déclara le Mitron. Ton fle est encore préférable l'été à un four de boulangerie.

Et voilà pourquoi cette année, au lieu de trois baigneurs unitaires, l'île de Ré recevra toute la colonie de la Grange aux Belles. Le citoyen Sémard fait des démarches pour avoir un train spécial, ce vieux serviteur de Jacob prépare les bagages et les broches.

En raison de cette absence, les grèves sont décommodées, et le grand soir est reporté à plus tard. Dans la vie, faut pas s'en faire, et une trempe à ceux qui le peu salée ne peut pas faire de mal aux syndiqués.

PEPIN LE BREF.

Aux Jeunes du Bâtiment

GRANDE BALADE

pour les Fêtes de la Pentecôte

Le camarade Salvator fera une conférence avec le concours du camarade Don Bosco et de chansonniers révolutionnaires.

Les camarades sont cordialement invités à participer à cette fête. Prendre le train à la gare de Lyon et descendre à Montparnasse.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le Gérant : René DEVRY

Imprimerie spéciale du *Libertaire*
10-12, rue Paul-Lelong, Paris

La Somme continue ses efforts d'Unité

Notre confrère *Germinal* nous apprend que le Comité Intersyndical Régional de Saint-Ouen (Somme) prend l'initiative d'organiser le premier dimanche de septembre une réunion ouverte à tous les délégués des syndicats du département : unitaires, autonomes ou confédérés ; dans le but : d'entente, explications, échange de vues, précisions pour la formation de comités d'usines pouvant, en cas de conflits, par l'application d'une tactique de front unique prolétarien, apporter aux travailleurs de plus grandes garanties d'efficacité de l'action syndicale.

Les initiateurs espèrent que tous les syndicats de la Somme, comprenant l'état d'esprit qui les anime, tiendront à être représentés à ces assises. Déjà l'U. D. U., le C. I. R., les syndicats de Saint-Ouen, ont voté les fonds à cet effet.

Les organisateurs recevront avec plaisir toutes sommes envoyées pour les aider en ce sens. Pour renseignements, adhésions, indications, envois de fonds, etc., adresser la correspondance au camarade Eacquet, 21, rue de Berleaucourt, à Saint-Ouen (Somme).

Dans d'autres articles seront donnés ordre du jour et détails. Des circulaires seront adressées aux syndicats d'ici là.

Un écho de la grève du Havre

Un incident s'est produit au conseil général de la Seine-Inférieure, à propos de la grève du Havre.

On se rappelle la lutte que dut subir sur le terrain légal et judiciaire le juge d'instruction Kérambrun contre le préfet et autres créatures du gouvernement et du Comité des Forges.

Aujourd'hui, le juge, qui fut destitué, est conseiller général. Les rôles sont changés. A la session départementale, Kérambrun déposa une motion très sévère contre le valet de la préfecture, dont voici les passages essentiels :

Regrette que le gouvernement ose jeter à la morale publique et aux 220.000 électeurs de la Seine-Inférieure un dernier défi, en se faisant représenter au conseil général par un préfet, duquel une ordonnance régulière, de justice, qui n'a été ni démentie, ni infirmée, a pu dire « qu'il avait fabriqué de faux mandats d'arrêt ».

Naturellement, le président trouva ce vœu injurieux pour le préfet et refusa de le mettre aux voix. Kérambrun protesta contre cette partialité et quitta la séance en apostrophant le préfet, à qui il donna rendez-vous dans le cabinet du juge d'instruction.

La morale de cette affaire pour nous, c'est qu'un préfet est accusé par un ancien magistrat, lors d'une grève, d'avoir fabriqué des faux mandats d'arrêt.

Voilà bien la justice de classe !

Les fonctionnaires revendiquent

Le Conseil de la Fédération Nationale des Fonctionnaires a siégé dimanche toute la journée, au siège de la Ligue de l'Enseignement, 3, rue Récamier.

Cette réunion avait surtout pour objet d'établir le programme de revendications que les fonctionnaires présenteront à leur patron, c'est-à-dire au prochain gouvernement et à la nouvelle Chambre.

La séance du matin fut présidée par Lebaillif, instituteur, représentant de la septième région, assisté de Levasseur, des cantonniers, et Esquirol, du personnel de surveillance des ministères.

Les délégués examinèrent les résultats de l'action menée par la Fédération et les moyens pratiques pour diffuser le journal fédéral : *Le Tribune des Fonctionnaires*.

Le programme des revendications fut étudié à la séance de l'après-midi, sous la présidence de Robin (commis administratif de la Marine), ayant comme assesseurs Letorzez (Douanes actives) et Godeau (Etablissements de la Guerre).

Les principaux points de ce programme sont les suivants :

a) Amnistie générale administrative la plus large possible, portant réintégration et réparations pour tous les agents (cheminots, ouvriers et fonctionnaires) qui ont été frappés soit par la manifestation de leur opinion, soit pour leur action syndicale.

b) Collaboration des syndicats de fonctionnaires avec l'Administration, à la fois dans les conseils d'administration, de direction, d'avancement et de discipline.

c) Reconnaissance absolue pour les agents des services publics du droit commun en matière d'association, c'est-à-dire utilisation de la loi du 21 mars 1884 et celle du 12 mars 1920 sur les syndicats.

d) Relèvement des traitements.

e) Incorporation dans le nouveau régime des retraites de certaines catégories des travailleurs de l'Etat (cantonniers, ouvriers des manufactures, etc.), qui n'y sont pas encore comprises.

Communications syndicales

Union des Syndicats confédérés. — Ce soir, à 20 h. 30, réunion de la Commission exécutive.

Boulangers. — Ce soir, à 17 heures, Conseil, salle des Commissions, 2^e étage, Bourse du Travail.

Producteurs et Distributeurs d'Energie électrique. — Commission exécutive, ce soir, à 20 h. 30, salle des Commissions, 5^e étage.

Union des Mécaniciens. — Les camarades Glédel et Jean Le Gall sont priés de passer samedi après-midi à la permanence de l'Union des Mécaniciens. Urgent. — Ch. Salembier.

Syndicat autonome des Métallurgistes. — La Commission de contrôle est convoquée pour demain, à 20 heures précises, au siège. Prière d'être à l'heure, afin de permettre à ceux qui le désirent d'aller au meeting de la Mutualité.

Le Conseil se réunira jeudi 5 juin, à 20 h. 30. Sécours, Découpeurs. Mouluriers. — Ce soir,

de 20 h. 15 à 22 h. 30, Bourse du Travail, 5^e étage, bureau 4, permanence du secrétaire.

Travailleurs de la Pierre. — Ce soir, à 17 h. 30, au siège, 60, rue Charlot, réunion du Conseil.

La Jeunesse syndicaliste du Bâtiment demande si la Muse rouge peut lui envoyer trois copains pour le dimanche 8 juin. Répondre au plus vite.

Jeunesse syndicaliste du 18^e. — Tous demain au meeting en faveur des révolutionnaires emprisonnés en Russie, au Palais de la Mutualité.

Jeunesse syndicaliste des Métaux. — Réunion de tous les adhérents ce soir, à 20 h. 30, salle des Commissions, 2^e étage, Bourse du Travail. Causerie par Mailloir sur « le rôle et le but des Jeunesses syndicalistes ».

Présence indispensable de tous.

Minorité et Amis de la B. S. n. — Réunion Syndicats, 33, rue Grangeaux-Belles.

Ce soir, à 21 heures, petite salle de l'Union des « La Bataille syndicaliste » ; sa rédaction ; Paiement des cotisations.

DANS LE S.U.B.

VOIRIE. — A 17 h. 30, réunion du Conseil, bureau 13, 4^e étage. Sont convoqués les camarades Le Cain, Tréviduc, Pierre, Gallaut, Trés urgent.

JEUNESSE SYNDICALISTE. — Ce soir, à 20 h. 30, salle des Commissions, premier étage, organisation de la balade. Questions graves ; présence indispensable.

MACONNERIE-PIERRE. — Réunion du Conseil syndical ce soir, à 17 heures, bureau 14. Présence indispensable.

SERRURIERS. — Assemblée générale ce soir, à 20 h. 30, avenue Mathurin-Moreau.

MENUSIERS. — Conseil syndical à 18 heures, au bureau. Le camarade Parisi est convoqué spécialement.

ORFÈVRES. — Réunion du Conseil ce soir, à 18 heures, bureau 7.

PLOMBIERS-COUVREURS. — Réunion du Conseil ce soir, à 18 heures, au siège.

PEINTRES. — Ce soir, à 18 heures, réunion du Conseil, salle des Commissions, 4^e étage.

LES DELEGUES DE CHANTIERS ET DE MAISONS doivent passer au siège prendre les journaux « le Prolétaire » et « le Travailleur du Bâtiment », pour les distribuer.

CHARPENTIERS EN BOIS. — Réunion de la Section demain, à 17 heures, bureau 14, à la Bourse.

La Vie de l'Union Anarchiste

Paris et Banlieue

Groupe du 15^e. — Ce soir, à 20 h. 30, rue Mademoiselle, 85, réunion publique et contradictoire par notre camarade Riemer qui traitera de l'Anarchisme à ses débuts.

Invitation à tous. L'exposé de l'actif et vieux militant libéral aidera beaucoup à la bonne marche de la propagande anarchiste.

Groupe du 18^e. — Réunion du Groupe ce soir, à 20 h. 30, salle Herminier, 77, boulevard Barbès. Nous lançons un appel pressant aux groupes environnants : 1^{er}, 18^e, 19^e et 9^e, pour s'entendre avec nous, afin d'organiser un meeting pour les emprisonnés russes.

P.-S. — Le camarade Brusalet a une lettre pour lui au Groupe.

Jeanne Meunier a-t-elle reçu la lettre du Groupe ?

Groupe de Bourg-la-Reine. — Dimanche, salle du Centre, à 10 heures, 60, Grande-Rue, à Bourg-la-Reine.

Propagande antireligieuse : Amnistie ; Echange de points de vue.

Présence indispensable de tous.

Groupe de Pantin-Aubervilliers. — Réunion aujourd'hui, au local habituel.

Groupe d'Etudes sociales de Saint-Denis. — Réunion du Groupe ce soir, à 20 h. 30, à la Bourse du Travail.

Les copains sont priés de venir nombreux pour organiser notre promenade de dimanche prochain à la campagne.

Le camarade violoniste du Groupe est spécialement convoqué.

Province

Fédération anarchiste du Sud-Est. — Ce soir, à 20 h. 30, au siège, 17, rue Marignan. Que tous les camarades assistent à la réunion pour l'affichage du meeting du Chalet russe et en vue de la fête du dimanche 8 juin qui se tiendra au Cercle syndicaliste, 52, rue du Quatre-Août. Nous comptons sur la présence de camarades sérieux.

Groupe libertaire de Grenoble. — Réunion du Groupe vendredi prochain, à 20 heures précises, salle de réunion, café Jarrend, quai de France. Verbatim de la thèse mensuelle ; Dernières dispositions à prendre pour la réunion Chazoff, Causerie par un camarade du Groupe.

Groupe libertaire d'Angers. — Nous avons convié à notre dernière réunion le camarade Péan, candidat antiparlementaire, afin que celui-ci nous explique pour quelles raisons il a, dans une réunion électorale, terminé son discours sur l'amnistie par un appel en faveur du Bloc des Gauches. Péan ne s'étant pas rendu à notre réunion, le Groupe libertaire d'Angers déclare ici à tous les camarades de la région qu'il désavoue de la façon la plus énergique l'appel fait par le camarade Péan.

Reunion du Groupe demain, à 20 h. 30, salle de la maison du Peuple, Discussion libre ; Bibliothèque, Appel cordial à tous.

Groupe d'Etudes sociales de Troyes. — Pour faire respecter la liberté de parole au meeting de ce soir qui a lieu en faveur des emprisonnés en Russie et dans le monde entier, nous invitons les individualités à venir nombreuses, à 19 h. 30, café des Entr'Actes, près du cirque. Tous debout, les copains, pour la défense de nos camarades anarchistes russes.

Communications diverses

Comité de Défense sociale. — Ce soir, à 20 h. 30, local habit